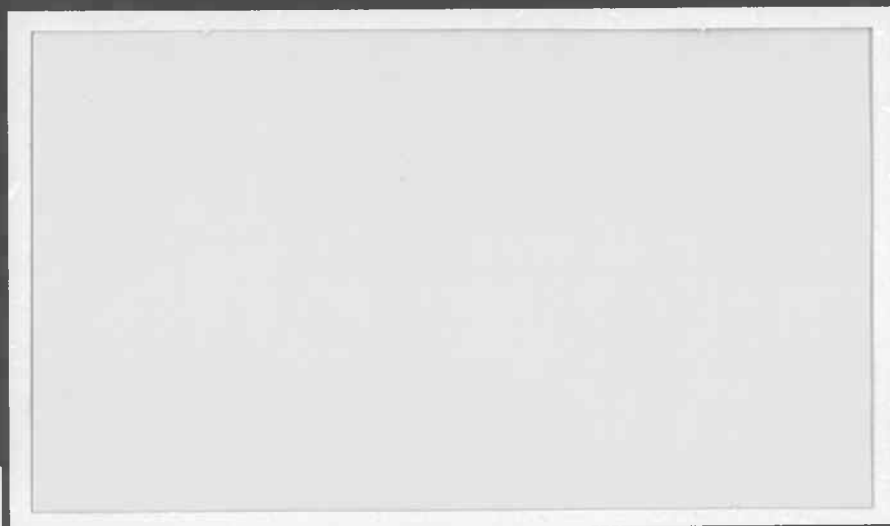


Centre de recherche  
pour l'étude  
et l'observation  
des conditions  
de vie



142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 04

Fax 01 40 77 85 09

Sou1998-1075

**CRÉDOC**

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Janvier 1998 : Le corps social se fragmente, pris  
entre espoirs individuels et pessimisme collectif**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs  
au système d'enquêtes*

**Georges Hatchuel**

Complément aux premiers résultats de la vague de début 1998

**26 MARS 1998**

142, rue du Chevaleret  
7 5 0 1 3 - P A R I S

---

## **CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS**

**Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :**

. Georges Hatchuel (Directeur adjoint du CREDOC)

. Franck Berthuit, Isabelle Delakian, Catherine Duflos, Françoise Gros, Anne-Delphine Kowalski,  
Jean-Pierre Loisel.

## **C R E D O C**

Président : Bernard Schaefer

Directeur : Robert Rochefort



26 Mars 1998

G. Hatchuel

## **Janvier 1998 : Le corps social se fragmente, pris entre espoirs individuels et pessimisme collectif**

L'enquête « **Conditions de vie et Aspirations des Français** » est réalisée chaque année depuis 1978. Instrument original, multithématique, mêlant indicateurs subjectifs et objectifs, l'enquête permet d'observer les principaux mouvements de fond traversant la société française. Elle fournit également un éclairage tout particulier sur les tendances conjoncturelles qui affectent, chaque année, le corps social. Les premiers résultats de la vague de décembre 1997 - janvier 1998 apportent, à cet égard, une idée très significative du climat de l'opinion au début 1998.

Analysées par comparaison avec les résultats de janvier 1997, **sept évolutions** apparaissent avec netteté. Elles traduisent les ambiguïtés qui traversent la société française : en même temps qu'une partie de nos concitoyens commence à percevoir quelques signes d'un début d'amélioration économique, le pessimisme collectif reste profond ; l'opinion est marquée par la morosité du regard que chacun continue à afficher à l'égard de la situation des « autres ».

En vérité, **le moral des Français ne retrouve pas ses couleurs aussi vite que les indicateurs économiques**. Les contradictions entre perceptions individuelles et perceptions collectives révèlent **la fragmentation d'un corps social** qui affiche « un mal-être » certain : les inquiétudes remontent, le désir de transformation radicale de la société est au plus haut, les interrogations sur l'Etat Providence s'accroissent... Une société qui, confrontée aux doutes, paraît en quelque sorte « se faire peur à elle-même », souhaitant des changements, mais en même temps effrayée par ce qui change.

1. Un peu plus de Français se remettent à espérer une stabilisation prochaine du chômage.

2. Nos concitoyens voient moins négativement l'évolution de leur niveau de vie personnel, mais ils restent pessimistes sur l'évolution du niveau de vie des « autres ». Ce décalage continue à marquer le climat social du pays.
3. Les inquiétudes des Français repartent à la hausse, entraînées par l'essor des préoccupations de sécurité quotidienne.
4. Le nombre de partisans de « réformes radicales » de la société atteint le plus haut niveau depuis la création du système d'enquêtes (1978).
5. Davantage de Français s'interrogent sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales.
6. Le modernisme en matière de mœurs s'accroît dans la société.
7. Les valeurs écologiques, l'idée de contribuer à la lutte contre la dégradation de l'environnement retrouvent une certaine faveur dans l'opinion.

## 1. Presque un tiers des Français se remettent à croire à une stabilisation prochaine du chômage

Comment ne pas voir là le signe d'un début d'espoir d'une amélioration de la conjoncture économique : 31% des Français espèrent maintenant **une stabilisation du nombre de chômeurs**, contre 22% il y a un an. Certes, nos concitoyens ne croient pas à une diminution prochaine du fléau (5% seulement osent y songer) ; de même, 63% estiment encore que le chômage va continuer à croître durablement. Mais, comparées à l'an dernier, les **anticipations négatives ont reculé de 11 points**.

Le taux atteint ici est du même ordre de grandeur que celui enregistré lors de l'embellie relative -mais éphémère- du début 1995 (tableau 1). Il reste qu'il y a six mois, après les élections législatives, l'amélioration du climat avait été encore plus significative : en juin 1997, la proportion de Français qui pronostiquaient une augmentation du nombre de chômeurs était descendue à 59% (contre 63% maintenant).

Tableau 1

A votre avis, le nombre de chômeurs va ...

(en %)

|                                           | Début 1987 | Début 1988 | Début 1989 | Début 1990 | Début 1991 | Début 1992 | Début 1993 | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 |
|-------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Augmenter pendant plusieurs années.....   | 73         | 68         | 61         | 53         | 76         | 82         | 87         | 74         | 61         | 73         | 74         | 63         |
| Se stabiliser dans un avenir proche ..... | 23         | 26         | 33         | 38         | 21         | 15         | 11         | 23         | 33         | 22         | 22         | 31         |
| Diminuer dans un avenir proche .....      | 3          | 5          | 5          | 8          | 3          | 2          | 2          | 2          | 6          | 5          | 4          | 5          |
| Ne sait pas .....                         | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          | -          | -          | -          | 1          |
| Ensemble .....                            | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Cette **amélioration des anticipations du chômage** n'affecte cependant pas avec la même intensité toutes les catégories de population. Elle est très sensible dans quatre groupes principaux : les retraités, les cadres et les titulaires de revenus confortables, les ouvriers et les bénéficiaires de revenus mensuels moyens, les jeunes. Dans ces

groupes, les anticipations négatives reculent de 14 à 16 points (contre - 11 en moyenne, cf. tableau 2).

**Tableau 2**

**Le pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va augmenter**

- Les baisses les plus significatives entre 1997-1998 -

|                                                                                          | Début 1997<br>(A) | Début 1998<br>(B) | Evolution<br>1997 - 1998<br>(B) - (A)<br>(en %) |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------------------------------------|
| . Retraité.....                                                                          | 71                | 55                | - 16                                            |
| . Revenus du foyer supérieurs à 15 000 F.<br>par mois .....                              | 70                | 55                | - 15                                            |
| . Cadre (moyen ou supérieur).....                                                        | 73                | 59                | - 14                                            |
| . Titulaire du Bac ou d'un diplôme du supérieur .....                                    | 71                | 57                | - 14                                            |
| . Ouvrier .....                                                                          | 82                | 68                | - 14                                            |
| . Revenus du foyer compris entre 8 000 F<br>et 12 000 F. par mois .....                  | 81                | 67                | - 14                                            |
| . Réside dans une agglomération de<br>100 000 habitants et plus (hors région parisienne) | 76                | 62                | - 14                                            |
| . Moins de 24 ans .....                                                                  | 76                | 63                | - 13                                            |
| Ensemble des Français .....                                                              | 74                | 63                | - 11                                            |

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Par contre, le sentiment que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter reste à un niveau très élevé dans quelques groupes, signe de l'existence de courants d'opinions contradictoires. Ce sentiment **d'absence d'amélioration** du climat concerne surtout :

- \* Les titulaires de faibles revenus : 70% des individus disposant, dans leur foyer, de moins de 6 000 Francs mensuels pronostiquent une poursuite de l'augmentation du chômage (- 1 point seulement en un an, contre - 11 points en moyenne). 74% des chômeurs portent le même jugement.
- \* Les employés (72% d'anticipations négatives, contre 63% en moyenne), les travailleurs indépendants (70%) et les femmes au foyer (69%) restent également très pessimistes en matière d'emploi.

Mais il faut bien souligner que cette amélioration globale des pronostics sur l'évolution du chômage **ne se traduit pas par une baisse des craintes vis-à-vis de ce risque**. Ainsi, alors que 75% des Français se déclaraient inquiets du chômage au début 1997, c'est aujourd'hui toujours le cas de 74% (comme en juin 1997). La baisse est légèrement plus affirmée chez les enquêtés qui s'en déclarent « beaucoup » inquiets (- 3 points). Il reste que les taux atteints cette année sont finalement du même ordre de grandeur que ceux qui affectent la population depuis maintenant quatre ans (tableau 3).

**La crainte du chômage n'a donc pas vraiment reflué.** Ou plutôt, l'amélioration globale que certains peuvent pronostiquer n'empêche pas les Français d'être **toujours aussi sensibles aux risques individuels ou collectifs (pauvreté, exclusion...) que le chômage suscite.**

Tableau 3

**Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets,  
pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage**

|                                             | (en %)     |            |            |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
|---------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                             | Début 1987 | Début 1988 | Début 1989 | Début 1990 | Début 1991 | Début 1992 | Début 1993 | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 |
| % d'individus inquiets du risque de chômage | 58         | 62         | 56         | 57         | 57         | 66         | 69         | 78         | 75         | 78         | 75         | 74         |
| Dont : "beaucoup" inquiets .....            | 37         | 42         | 33         | 32         | 31         | 37         | 41         | 54         | 49         | 53         | 51         | 48         |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Ce fort **décalage**, entre le sentiment de début d'amélioration de la situation de l'emploi et le maintien des inquiétudes vis-à-vis du chômage, affecte **quasiment tous** les groupes socio-démographiques. Il est encore plus accentué dans les catégories ayant vu leur optimisme vis-à-vis du marché du travail s'accroître rapidement cette année : dans tous les groupes où les anticipations sur le nombre de chômeurs se sont améliorées d'au moins 13 points (cf. tableau 2), les inquiétudes personnelles vis-à-vis du chômage n'ont jamais baissé de plus de 3 points. Autrement dit, même les plus optimistes vis-à-vis de l'évolution de la situation économique semblent avoir du mal à se convaincre que les choses s'améliorent.



Les plus inquiets du chômage restent donc les ouvriers (81 % en sont inquiets, contre 74 % en moyenne), les titulaires de revenus inférieurs à 6 000 F. mensuels (81 %), les employés (80 %) et les femmes inactives (78 %).

Toujours est-il que deux catégories seulement ont vu leurs inquiétudes personnelles vis-à-vis du chômage diminuer sensiblement cette année :

- \* Les travailleurs indépendants (60 % sont inquiets du chômage au début 1998, contre 68 % il y a un an). Il est intéressant de noter que dans cette catégorie, il n'y a eu parallèlement aucune amélioration des pronostics sur l'évolution prochaine du nombre de chômeurs.
- \* Les Franciliens de moins de 40 ans : « seulement » 66 % se déclarent maintenant inquiets du chômage, contre 78 % au début 1997 (- 12 points en un an, contre - 1 point en moyenne).

Mais encore une fois faut-il préciser, comme c'est le cas depuis deux ans, que ce n'est pas vraiment le sentiment d'être **personnellement** menacé par le chômage qui explique totalement les craintes exprimées : 65 % de la population (comme l'an dernier) ne ressentent pas, personnellement ou dans leur foyer, cette menace. Ces chiffres traduisent donc le maintien, dans la population, d'une profonde **conviction**, celle que **le fléau risque de continuer à frapper un nombre important de nos concitoyens**. Autrement dit, ces interrogations sont plus révélatrices d'une opinion inquiète **des potentialités négatives de la situation économique et sociale du pays, de la menace qui pèse sur la société**, qu'elles ne sont la traduction de craintes effectives, concrètes, de chacun pour son propre emploi.

**La potentialité du risque l'emporte donc, dans les jugements portés, sur les inflexions supposées de la conjoncture.**

D'ailleurs, « le chômage » se situe toujours, de loin, au premier rang des préoccupations des Français. Certes, son taux de citations recule cette année (- 4 points), mais 48 % de nos concitoyens le classent encore en tête, le ramenant à un niveau comparable à celui du début 1995 (tableau 4).

En vérité, cette accalmie relative des préoccupations du chômage va de pair avec la montée, pour la seconde année consécutive, des interrogations des Français concernant « **la violence et l'insécurité** » : 29% placent ce thème en tête de leurs préoccupations, soit 11 points de plus en deux ans, ce sujet repoussant maintenant « les maladies graves » en troisième position.

Craintes du chômage en légère diminution, mais attentes sécuritaires plus élevées, voilà la toile de fond de ce début 1998.

Tableau 4

**Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?**

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(en %)

| (Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 1998) | Début 1991 | Début 1992 | Début 1993 | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 | Evolution 1997-1998 |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------------|
|                                                                       | (A)        | (B)        | (C)        | (D)        | (E)        | (F)        | (G)        | (H)        | (H) - (G)           |
| . Le chômage .....                                                    | 27         | 38         | 44         | 52         | 49         | 53         | 52         | 48         | - 4                 |
| . La violence et l'insécurité .....                                   | 23         | 20         | 16         | 20         | 22         | 18         | 25         | 29         | + 4                 |
| . Les maladies graves .....                                           | 28         | 28         | 29         | 26         | 31         | 29         | 26         | 28         | + 2                 |
| . La pauvreté en France .....                                         | 16         | 16         | 20         | 22         | 28         | 25         | 25         | 23         | - 2                 |
| . La drogue .....                                                     | 37         | 34         | 30         | 28         | 21         | 24         | 22         | 20         | - 2                 |
| . La pauvreté dans le monde .....                                     | 15         | 18         | 19         | 16         | 17         | 18         | 16         | 18         | + 2                 |
| . L'immigration .....                                                 | 17         | 16         | 14         | 14         | 14         | 13         | 13         | 13         | -                   |
| . La dégradation de l'environnement .....                             | 12         | 12         | 11         | 8          | 7          | 8          | 8          | 10         | + 2                 |
| . Les tensions internationales .....                                  | 16         | 9          | 9          | 7          | 7          | 4          | 5          | 4          | - 1                 |
| . Les conflits sociaux .....                                          | 4          | 4          | 3          | 2          | 4          | 7          | 5          | 3          | - 2                 |
| . L'Europe .....                                                      | 6          | 6          | 6          | 2          | 2          | 2          | 3          | 2          | - 1                 |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

## 2. Malgré quelques espoirs catégoriels, c'est la noirceur du regard porté sur le niveau de vie des « autres » qui continue à marquer les esprits

L'appréciation encore « mitigée » que les Français portent sur l'évolution du chômage se retrouve dans la façon dont ils jugent leur niveau de vie passé. On sait que le regard porté sur ce sujet est un bon indicateur du jugement formulé sur le présent. Or, si l'on constate l'apparition d'une certaine amélioration, on ne peut qu'être frappé par le maintien d'un climat collectif relativement détérioré, s'appuyant surtout sur le **pessimisme que chacun affiche envers la situation dans laquelle il pense qu'est plongée la grande majorité de la population.**

Ainsi, le jugement porté sur le niveau de vie de l'**ensemble des Français** s'est, en un an, amélioré ; mais il reste **très sombre** en valeur absolue, à un niveau finalement du même ordre de grandeur que les cinq dernières années : 76% de la population (- 5 points en un an) considèrent que le niveau de vie des Français se dégrade (tableau 5). Le solde des opinions positives et négatives reste d'ailleurs sur ce point franchement défavorable (- 68).

Tableau 5

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français,  
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

(en %)

|                     | Début<br>1987 | Début<br>1988 | Début<br>1989 | Début<br>1990 | Début<br>1991 | Début<br>1992 | Début<br>1993 | Début<br>1994 | Début<br>1995 | Début<br>1996 | Début<br>1997 | Début<br>1998 |
|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Mieux (1)* .....    | 17            | 19            | 22            | 27            | 21            | 13            | 11            | 8             | 9             | 9             | 6             | 8             |
| C'est pareil .....  | 17            | 17            | 15            | 20            | 19            | 17            | 13            | 10            | 10            | 12            | 9             | 11            |
| Moins bien (2)**    | 58            | 59            | 56            | 48            | 57            | 66            | 73            | 79            | 77            | 76            | 81            | 76            |
| Ne sait pas .....   | 7             | 5             | 7             | 5             | 4             | 4             | 3             | 3             | 4             | 3             | 4             | 4             |
| Ensemble .....      | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           |
| Solde (1) - (2) ... | - 41          | - 40          | - 34          | - 21          | - 36          | - 53          | - 62          | - 71          | - 68          | - 67          | - 75          | - 68          |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

\* Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux". \*\* Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

Si le regard porté sur les « autres » s'est, en termes relatifs, amélioré dans toutes les catégories sauf une (les travailleurs indépendants), les jugements restent très pessimistes dans beaucoup de groupes, par exemple, chez les employés, les femmes actives, les titulaires de revenus moyens (8 à 12 000 F. mensuels), les habitants de

grosses agglomérations de province : 79 à 81 % d'entre eux pensent que le niveau de vie des Français se dégrade. Et il n'apparaît pas vraiment de groupes notoirement plus « optimistes » de ce point de vue. Sauf peut-être les habitants de la région parisienne ayant moins de 40 ans (et encore, 68 % d'entre eux jugent négativement l'évolution du niveau de vie des Français).

Heureusement, l'appréciation que chacun porte sur sa **propre** situation est nettement moins sombre. Certes, la perception que les enquêtés ont de leur niveau de vie personnel n'a pas connu de retournement en un an : les jugements négatifs sont encore sensiblement supérieurs aux appréciations positives ; mais le niveau atteint est ici davantage empreint d'espoirs : 59 % de nos concitoyens (contre 55 % l'an dernier) considèrent que leur niveau de vie est stable ou s'améliore (tableau 6). En vérité, alors qu'au début 1997, 45 % des Français considéraient que leur situation s'était dégradée depuis dix ans, le chiffre est descendu à 41 % (- 4 points dans les jugements négatifs).

Tableau 6

En ce qui concerne votre niveau de vie,  
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

|                    | (en %)     |            |            |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
|--------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                    | Début 1987 | Début 1988 | Début 1989 | Début 1990 | Début 1991 | Début 1992 | Début 1993 | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 |
| Mieux (1) .....    | 31         | 28         | 29         | 35         | 31         | 27         | 28         | 24         | 27         | 26         | 25         | 27         |
| C'est pareil ..... | 31         | 29         | 29         | 30         | 29         | 30         | 28         | 26         | 29         | 29         | 30         | 32         |
| Moins bien (2) ..  | 36         | 41         | 40         | 34         | 39         | 42         | 43         | 49         | 43         | 44         | 45         | 41         |
| Ne sait pas .....  | 3          | 2          | 2          | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          | 1          |
| Ensemble .....     | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux" (2) Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

Mais l'évolution globale des appréciations sur le niveau de vie personnel masque de **profondes disparités**. On relève, en effet, l'apparition de jugements totalement contradictoires (tableau 7) :

- \* D'un côté, figurent des groupes caractérisés par un sentiment d'**amélioration sensible** de leur situation personnelle, comparée à celle de l'an dernier : on trouve ici les moins de 40 ans (surtout les étudiants), les actifs, surtout les salariés qui

disposent de contrats à durée indéterminée, les travailleurs indépendants, les femmes au foyer, les titulaires de revenus supérieurs à 15 000 F. mensuels (+ 5 à + 6 points dans les jugements positifs, contre + 2 en moyenne).

- \* De l'autre, figurent des catégories où les jugements formulés traduisent, par rapport au début 1997, un sentiment de **dégradation** du niveau de vie personnel : sont dans ce cas les plus de 65 ans (et les retraités), les titulaires de bas revenus (moins de 8 000 F. mensuels) et les chômeurs. Ici, ce sont les jugements négatifs qui se sont nettement accrus (de + 3 à + 7 points en un an, contre - 4 en moyenne dans l'ensemble de la population).

Tableau 7

**Le pourcentage d'individus estimant que depuis une dizaine d'années,  
leur niveau de vie personnel s'améliore**

- Principales évolutions intervenues entre 1997 et 1998 -

(en %)

|                                                         | Début 1997 | Début 1998 | Evolution<br>1997 - 1998 |
|---------------------------------------------------------|------------|------------|--------------------------|
| <b>Principales hausses</b>                              |            |            |                          |
| . Travailleur indépendant <sup>(1)</sup> .....          | 23         | 29         | + 6                      |
| . Femme au foyer .....                                  | 21         | 27         | + 6                      |
| . Salarié à contrat à durée indéterminée .....          | 32         | 37         | + 5                      |
| . Revenus du foyer supérieurs à 15 000 F par mois.....  | 32         | 37         | + 5                      |
| . Moins de 40 ans .....                                 | 34         | 39         | + 5                      |
| <b>Principales baisses</b>                              |            |            |                          |
| . 65 ans et plus .....                                  | 11         | 8          | - 3                      |
| . Revenus du foyer inférieurs à 8 000 F. par mois ..... | 21         | 18         | - 3                      |
| . Chômeur .....                                         | 21         | 19         | - 2                      |
| <b>Ensemble des Français .....</b>                      | <b>25</b>  | <b>27</b>  | <b>+ 2</b>               |

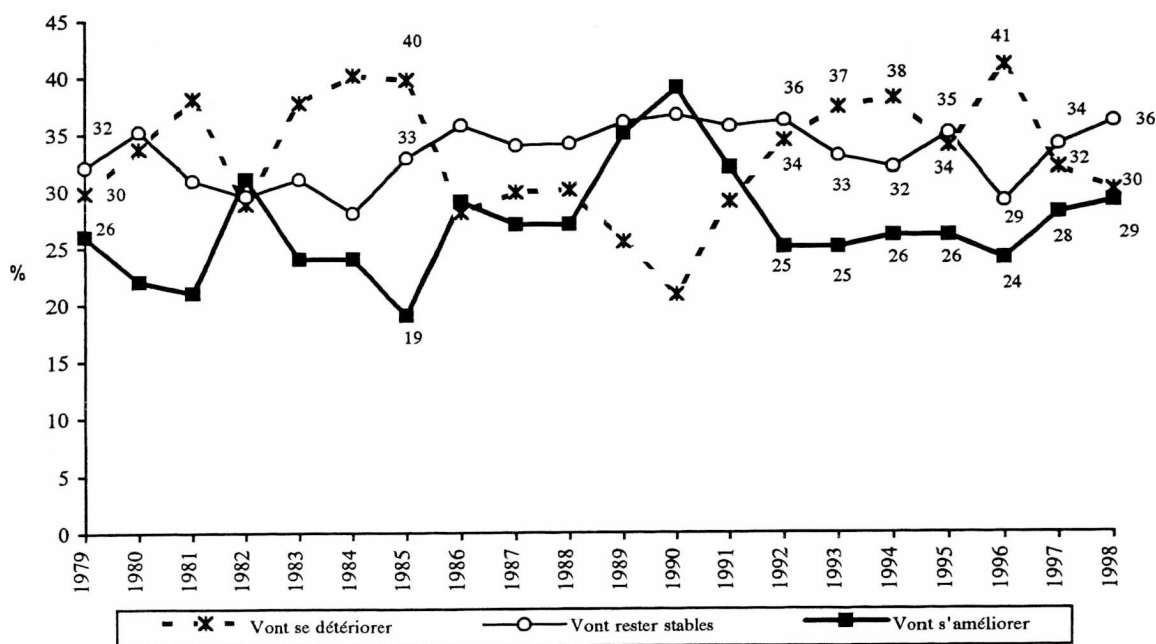
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

<sup>(1)</sup> Sont classés ici les artisans, commerçants, exploitants agricoles et chefs d'entreprises. Les professions libérales, classées avec les cadres, n'y figurent pas.

Ces disparités d'opinions -et de situations- se retrouvent en partie dans les **anticipations des Français sur leurs conditions de vie futures** (graphique 1). En fait, les inflexions contradictoires s'annulent presque : il n'y a pas, au niveau global, de dégradation du « moral » personnel de nos concitoyens, mais l'amélioration qui apparaît reste relativement faible. Ainsi, les Français qui estiment que leurs conditions de vie vont s'améliorer (29%) « s'équilibrent » presque avec ceux qui considèrent qu'elles vont se détériorer (30%, - 2 points en un an) ; et le nombre d'enquêtés qui anticipent le « statu quo » pour l'avenir retrouve un des niveaux les plus élevés de la période (36%, comme pendant les années 1986-1992).

Graphique 1

**Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?**



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

En fait, l'analyse détaillée des réponses semble mettre en évidence l'existence de trois grands courants d'opinions, révélateurs des fractures qui affectent la société :

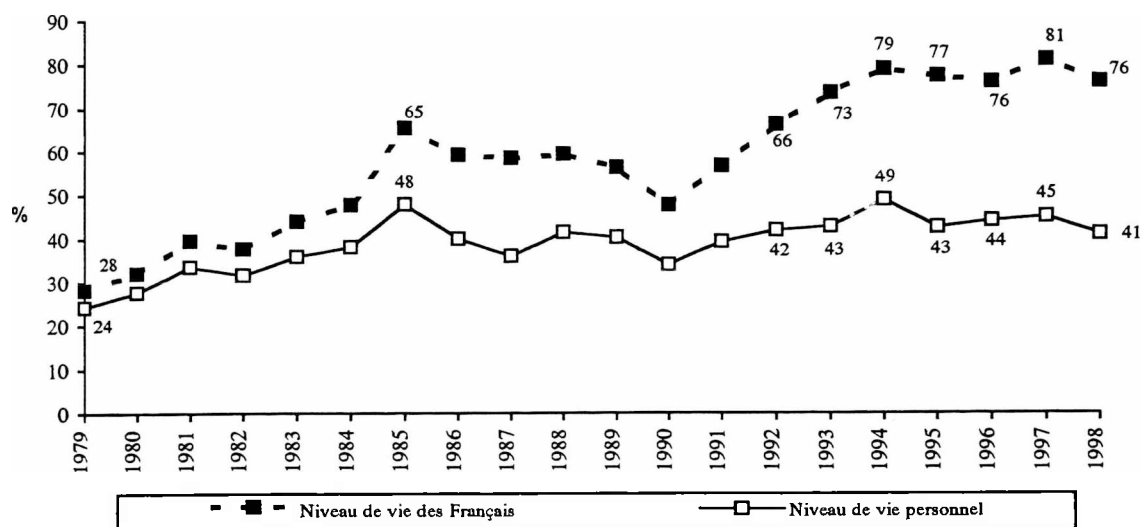
- \* L'un concerne les catégories qui, par comparaison avec l'an dernier, pensent à la fois que le niveau de vie des Français et le leur se sont, **tous les deux, relativement améliorés** : seuls figurent ici les jeunes Parisiens (personnes de moins de 40 ans, habitant la Région Parisienne) et les étudiants.
- \* La deuxième a trait aux individus qui croient à la fois à une **détérioration** (ou une stabilité relative) **du niveau de vie des Français et à une amélioration de leur situation personnelle** : on trouve ici les travailleurs indépendants, les femmes au foyer, voire les titulaires de 15 000 F. et plus par mois.
- \* Le troisième regroupe les catégories qui croient à **une légère amélioration du niveau de vie des Français et à une dégradation relative de leur situation personnelle** : cela concerne les Franciliens de plus de 40 ans, les personnes de 65 ans et plus, les chômeurs et les titulaires de revenus inférieurs à 8 000 F. par mois.

Mais dans tous les cas, l'amélioration estimée du niveau de vie de l'ensemble des Français reste relativement modérée. Si bien que le « fossé », particulièrement net depuis le début 1993, entre jugements sur sa propre situation et opinions sur la situation des « autres » ne se réduit pas (graphique 2) : alors qu'il était de 36 points il y a un an -taux record depuis 1979-, il recule à peine cette année (35 points). C'est **ce profond déphasage entre perceptions individuelles et perceptions collectives qui continue à marquer le climat social du pays** : un grand nombre de Français ont le sentiment que pour les autres, les choses ne vont toujours pas bien. Et c'est cette perception négative de la situation de l'ensemble de la société qui semble encore l'emporter sur les quelques améliorations individuelles ressenties.

## Graphique 2

## Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » se maintient à un haut niveau

Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :  
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

L'observation plus précise du groupe des « **gagnants déclarés** » confirme cette prégnance du pessimisme collectif. Les individus que l'on qualifie ici de « gagnants déclarés » sont ceux qui considèrent que l'évolution de leur niveau de vie **personnel** est « meilleure » que celle du niveau de vie de l'ensemble des Français. Or, leur analyse permet de formuler trois constats :

- \* D'abord, leur nombre continue à croître (tableau 8). Ce qui signifie que la conviction de s'en « tirer » mieux que les autres se diffuse ou que s'accroît le sentiment individuel de vivre dans une société où, **en termes relatifs**, « les autres » sont de plus en plus en butte aux difficultés.



Tableau 8

De plus en plus de Français pensent que pour «les autres», ça va moins bien que pour eux

(en %)

|                                                                                  | 1979<br>- 1981 | 1982<br>- 1984 | 1985<br>- 1988 | 1989<br>- 1991 | 1992<br>- 1994 | Début<br>1995 | Début<br>1996 | Début<br>1997 | Début<br>1998 |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Pourcentage de « gagnants déclarés » au sein de la population <sup>1</sup> ..... | 19             | 22             | 30             | 29             | 36             | 41            | 39            | 42            | 43            |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

- \* Ensuite, ce sentiment individuel d'appartenir à des catégories « avantagées » est peut-être d'autant plus mal vécu que ce privilège apparent ne concerne pas seulement des groupes particulièrement aisés : alors qu'il y a, en moyenne, 43 % de « gagnants déclarés » dans la population, ce taux atteint, certes, 53 % chez les titulaires de revenus supérieurs à 15 000 F. par mois ; mais il représente aussi 54 % des 25-39 ans, 40 % des ouvriers, 35 % des titulaires de revenus inférieurs à 8 000 F. mensuels. Ce qui peut accroître l'impression, chez ces individus, que leur situation personnelle n'est que provisoire.
- \* Enfin, est-ce dû à ce sentiment de bénéficier d'un « privilège » éphémère ? Toujours est-il que loin d'être dynamisés par leur « bonne fortune », les « gagnants déclarés » font preuve d'une **prudence attentiste** : seulement 10 % envisagent de consommer « un peu plus » dans les prochains mois, contre 8 % en moyenne dans l'ensemble de la population (tableau 9). Par contre, 21 % pensent épargner « un peu plus » (contre 17 % en moyenne). Il y a là le signe du maintien de la crise de confiance collective qui affecte le pays. Une amélioration toute relative apparaît cependant à travers le recul du nombre de ceux qui envisagent de consommer « moins » (- 4 points en un an, cf. tableau 9). Il reste que les plus aisés des Français n'ont toujours pas, sur ces points, d'attitudes très différentes des moins fortunés : ce qui l'emporte est l'idée de **ne pas changer prochainement son niveau de consommation** (78 % à 82 % des réponses). Et ce, alors même que les indicateurs semblent indiquer que la consommation a commencé, ces derniers mois, à repartir.

<sup>1</sup> Sont considérés comme « gagnants déclarés » ceux qui considèrent que leur niveau de vie personnel depuis dix ans « va mieux », alors qu'ils pensent que celui de l'ensemble des Français est stable ou moins bon, et ceux qui considèrent que leur niveau de vie personnel est stable, alors que celui des Français va moins bien.

**Tableau 9**  
**Pensez-vous, dans les prochains mois ...\***

|                                               | (en %)                |                                 |                                                           |                                                  |
|-----------------------------------------------|-----------------------|---------------------------------|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
|                                               | Ensemble des Français | dont :<br>« Gagnants déclarés » | dont :<br>Titulaires de revenus inférieurs à 8.000 F/mois | Titulaires de revenus supérieurs à 15.000 F/mois |
| . Consommer un peu plus .....                 | 8 (=)                 | 10 (+1)                         | 10 (- 1)                                                  | 11 (+3)                                          |
| . Consommer un peu moins .....                | 11 (- 4)              | 8 (- 4)                         | 10 (- 4)                                                  | 11 (- 3)                                         |
| . Ne pas changer votre niveau de consommation | <b>81 (+4)</b>        | <b>82 (+3)</b>                  | <b>80 (+5)</b>                                            | <b>78 (+1)</b>                                   |
| <b>Total .....</b>                            | <b>100</b>            | <b>100</b>                      | <b>100</b>                                                | <b>100</b>                                       |

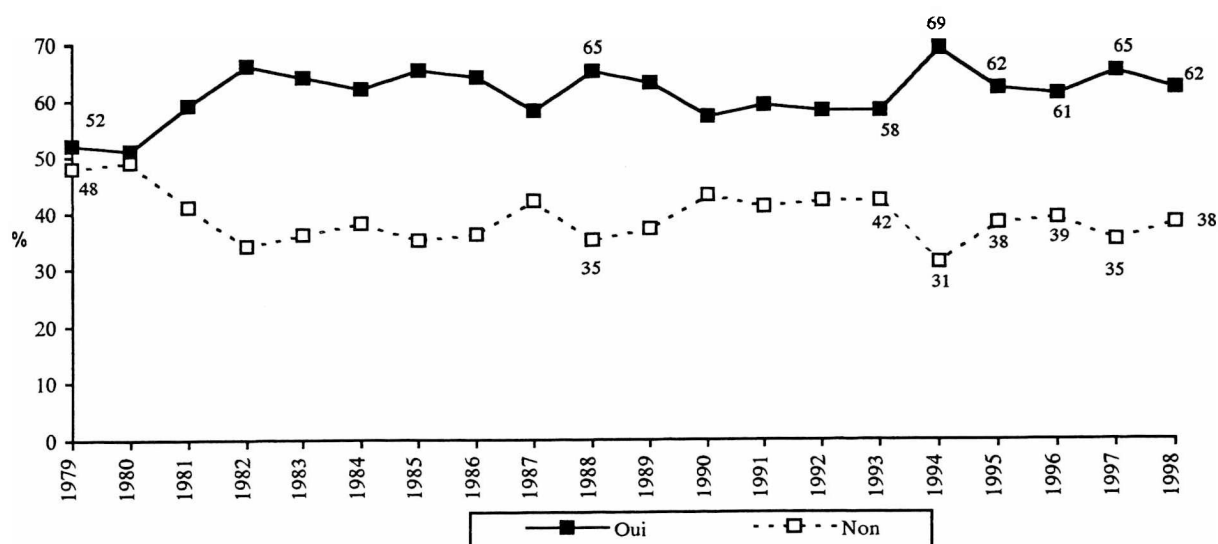
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

\* Cette question a été posée pour la première fois au début 1997 dans le système d'enquêtes « Aspirations ». Entre parenthèses, figure l'évolution 1997-1998 (en points).

L'observation de l'évolution du **taux de restrictions** ne montre pas non plus l'existence d'un profond changement global d'attitudes par rapport à l'an dernier, même s'il y a là une amélioration : 62% des Français déclarent se serrer régulièrement la ceinture sur certains postes de leur budget, contre 65% il y a un an (graphique 3). Le taux atteint nous ramène à la situation des débuts 1995 et 1996.

**Graphique 3**

**Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?**



CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

A vrai dire, cette diminution des restrictions (- 3 points) traduit surtout **un recul des difficultés ressenties** par certains : elle touche avant tout les groupes qui pensent que leur situation **personnelle** s'est améliorée (travailleurs indépendants, moins de 40 ans, ... cf. ci-dessus). Par contre, les catégories qui estiment que leur propre situation s'est détériorée connaissent un léger accroissement de leurs privations (+ 3 points chez les retraités par exemple). Il y a peut-être là le signe que l'amélioration ressentie des situations personnelles pourrait contribuer, si elle se diffusait, et malgré le malaise collectif actuel, au redémarrage de la consommation.

En tout état de cause, les enquêtés qui pensent que leur situation **personnelle** « va mieux » déclarent aujourd'hui se restreindre à 54% (contre 62% en moyenne). A l'inverse, 77% des pessimistes sur l'évolution de leur **propre** niveau de vie évoquent leurs privations régulières.

Le recul global des restrictions concerne tous les domaines sur lesquels les Français sont interrogés (de - 1 à - 4 points), et surtout trois postes : les vacances-loisirs, le téléphone, le « tabac-boissons » (- 4 points).

Enfin, autre élément révélateur des attentes qui prévalent en matière de niveau de vie : **les préférences envers une amélioration du pouvoir d'achat** restent toujours très au dessus des attentes de temps libre. 60% des actifs préféreraient aujourd'hui une augmentation de leur pouvoir d'achat (- 1 point en un an), contre 39% qui opteraient pour « un temps libre plus long » (tableau 10).

**Tableau 10**  
**Quelle est votre préférence entre ... ?**  
(Question posée aux seuls actifs)

|                                                 | (en %)     |            |            |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
|-------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                                 | Début 1987 | Début 1988 | Début 1989 | Début 1990 | Début 1991 | Début 1992 | Début 1993 | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 |
| Une amélioration de votre pouvoir d'achat ..... | 66         | 69         | 69         | 62         | 67         | 60         | 56         | 65         | 62         | 63         | 61         | 60         |
| Un temps libre plus long                        | 34         | 31         | 30         | 38         | 32         | 40         | 44         | 34         | 37         | 37         | 39         | 39         |
| Ne sait pas .....                               | -          | -          | 1          | -          | 1          | -          | -          | 1          | 1          | -          | 1          | 1          |
| Ensemble .....                                  | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Les plus attachés à l'augmentation du pouvoir d'achat sont, bien entendu, les groupes directement affectés par les difficultés économiques : c'est, par exemple, le cas des ouvriers (69% déclarent préférer un accroissement de leur pouvoir d'achat), des employés (67%) ou des actifs disposant dans leur foyer de moins de 6 000 F. mensuels (71%). Dans ces catégories, la demande de « plus d'argent » s'est même accrue cette année (+ 2 points).

La préférence envers le temps libre est plus marquée chez les cadres (47% en sont partisans), les bénéficiaires de plus de 15 000 F. mensuels (44%, - 6 points en un an), les diplômés du supérieur (46%) et, cette année, les travailleurs indépendants (47%).

Il reste que, dans **toutes les catégories sans exception**, ce sont les partisans de l'augmentation du pouvoir d'achat qui sont majoritaires.

### 3. Les inquiétudes repartent à la hausse, poussées par les attentes de sécurité quotidienne

Est-ce dû à ce décalage persistant entre espoirs personnels et perception de la situation des « autres » ? Est-ce lié à cette **fragmentation sociale** qui fait, notamment, se côtoyer des anticipations individuelles totalement contradictoires ?

Toujours est-il que l'indicateur d'inquiétudes est, cette année, reparti à la hausse. Pourtant, la baisse très sensible enregistrée l'an dernier avait pu laisser penser que les « temps d'inquiétudes », qui avaient marqué la période 1988-1996, touchaient bientôt à leur fin. Certes, la remontée des peurs intervenue n'a pas totalement effacé toute l'évolution positive de l'an dernier, mais 26% des Français peuvent être maintenant considérés comme inquiets, contre 23% il y a un an (+ 3 points, tableau 11).

Tableau 11

#### Une remontée des inquiétudes\*

|                                  | 1982-1983 | 1986-1987 | 1988-1989 | 1990-1991 | 1992-1993 | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 |
|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|
| % d'individus « inquiets »**     | 14        | 22        | 29        | 28        | 26        | 28         | 30         | 28         | 23         | 26         |
| % d'individus « tranquilles »*** | 14        | 12        | 10        | 7         | 7         | 7          | 6          | 8          | 11         | 8          |

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

\* L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.

\*\* Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).

\*\*\* Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Les fluctuations de l'indicateur méritent d'autant plus d'attention que la méthode d'élaboration de ce baromètre repose, en fait, sur **quatre variables différentes**, ce qui tend précisément à minimiser ses variations conjoncturelles. Rappelons, en effet, que notre indicateur prend en compte quatre sujets de risques possibles (desquels nous avons volontairement exclu le chômage) : ils concernent des domaines très différents, relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire) ; l'indicateur mesure le nombre de personnes inquiètes **conjointement sur les quatre thèmes**.

De fait, la « remontée » de l'indicateur tient aussi bien à une croissance des risques ressentis vis-à-vis de la maladie grave que de ceux relatifs à l'accident de la route ou à l'agression dans la rue (+ 5 points dans chacun des cas). C'est seulement la modération de l'essor de la peur face à un accident de centrale nucléaire (+ 1 point en un an) qui a empêché l'indicateur global de retrouver un niveau équivalent à celui de 1996 (tableau 12).

En vérité, les baisses de l'an dernier se sont presque totalement effacées en ce qui concerne la maladie grave et l'accident de la route, tandis que **la crainte d'une agression dans la rue a poursuivi sa progression**. Le nombre d'individus inquiets de ce risque n'est, certes, pas revenu au score record du début 1995, mais il s'élève maintenant à 56%, c'est à dire le taux le plus haut depuis 1978, si l'on fait abstraction de la « flambée » de 1995. D'ailleurs, **l'intensité** de cette crainte est maintenant aussi forte qu'il y a trois ans : 32% des Français se disent « beaucoup » inquiets de l'éventualité d'une agression dans la rue.

Tableau 12

Le pourcentage d'individus inquiets, pour eux-mêmes ou leurs proches, ...

- Evolution 1995-1998 -

(en %)

|                                              | Début<br>1995 | Début<br>1996 | Début<br>1997 | Début<br>1998 | Evolution<br>1997-1998 |
|----------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------|
| ... D'une maladie grave .....                | 83            | 80            | 75            | <b>80</b>     | <b>+ 5</b>             |
| ... D'un accident de la route .....          | 72            | 71            | 64            | <b>69</b>     | <b>+ 5</b>             |
| ... D'une agression dans la rue .....        | 58            | 50            | 51            | <b>56</b>     | <b>+ 5</b>             |
| ... D'un accident de centrale nucléaire..... | 48            | 47            | 41            | 42            | + 1                    |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Le plus frappant est que la remontée des inquiétudes a touché en premier lieu les groupes qui, l'an dernier, avaient le plus bénéficié de l'accalmie, c'est à dire en partie ceux que l'on considère habituellement comme les plus craintifs<sup>1</sup>, notamment les personnes âgées de plus de 65 ans ou les titulaires de bas revenus (tableau 13). Néanmoins, dans deux groupes, les inquiétudes ne sont pas remontées aussi vite

<sup>1</sup> Voir : « Les inquiétudes des Français ou l'évolution des craintes de 1982 à 1996 », Cahier de Recherche du CREDOC, N° 107, Octobre 1997.

qu'elles étaient descendues : cela concerne les employés et les femmes actives, ces dernières ayant même vu leurs craintes continuer à reculer légèrement cette année.

**Tableau 13**  
**Le pourcentage d'individus « inquiets »**  
- Evolution dans quelques catégories -

(en %)

|                                                                                                  | Début<br>1996<br>(A) | Début<br>1997<br>(B) | Début<br>1998<br>(C) | Evolution<br>1997-1998<br>(C) - (B) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-------------------------------------|
| <b>Une remontée des inquiétudes presque aussi spectaculaire que la baisse intervenue en 1997</b> |                      |                      |                      |                                     |
| . Personne de moins de 40 ans, habitant Paris et la Région Parisienne.....                       | 28                   | 13                   | 23                   | + 10                                |
| . A 65 ans et plus .....                                                                         | 34                   | 23                   | <b>31</b>            | + 8                                 |
| . Revenus du foyer inférieurs à 8 000 F. par mois.                                               | 35                   | 26                   | <b>33</b>            | + 7                                 |
| . Femme au foyer.....                                                                            | 37                   | 30                   | <b>37</b>            | + 7                                 |
| . 25 - 34 ans .....                                                                              | 29                   | 21                   | 25                   | + 4                                 |
| <b>Une remontée très inférieure à la baisse intervenue (ou une poursuite de la baisse)</b>       |                      |                      |                      |                                     |
| . Employé.....                                                                                   | 34                   | 26                   | 27                   | + 1                                 |
| . Femme active .....                                                                             | 30                   | 26                   | 24                   | - 2                                 |
| <b>Ensemble des Français .....</b>                                                               | <b>28</b>            | <b>23</b>            | <b>26</b>            | <b>+ 3</b>                          |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

De fait, les catégories aujourd'hui les plus inquiètes sont toujours les non-diplômés (33% d'inquiets, contre 26% en moyenne), les personnes de plus de 65 ans (31%), les ouvriers (31%), les titulaires de bas revenus (33%) et les femmes (29%), surtout celles qui restent au foyer (37%).

Il reste qu'un groupe qui n'avait pas connu d'évolution positive au début 1997 a vu ses inquiétudes continuer à s'élever légèrement. Il s'agit des **habitants des grosses agglomérations de province** (100 000 habitants et plus) : 24% d'entre eux étaient inquiets au début 1996, 27% le sont maintenant (+ 3 points dans la période, contre - 2 points en moyenne).

Cette dernière inflexion est à rapprocher de la montée des **préoccupations sécuritaires** qui est intervenue ces deux dernières années. La crainte de l'agression

dans la rue s'est en effet, entre 1996 et 1998, accrue de 6 points. Or, celle-ci s'est davantage diffusée dans certains groupes : les ouvriers, les travailleurs indépendants, les 35-50 ans, les jeunes, mais aussi les habitants de grandes villes de province et, d'une façon plus générale, les titulaires de revenus moyens (tableau 14).

Tableau 14

**Le pourcentage d'individus inquiets du risque d'une agression dans la rue**  
- Principales hausses intervenues en deux ans -

|                                                                                         | Début<br>1996 | Début<br>1998 | (en %)<br>Evolution<br>1996-1998 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------------------------|
| . Ouvrier .....                                                                         | 50            | 64            | + 14                             |
| . Travailleur indépendant .....                                                         | 35            | 47            | + 12                             |
| . Moins de 25 ans .....                                                                 | 46            | 57            | + 11                             |
| . Homme .....                                                                           | 42            | 53            | + 11                             |
| . 35 - 50 ans .....                                                                     | 45            | 55            | + 10                             |
| . Réside dans une grosse agglomération de<br>province (plus de 100 000 habitants) ..... | 52            | 62            | + 10                             |
| . Revenus du foyer compris entre 8 000 F.<br>et 12 000 F. par mois .....                | 51            | 61            | + 10                             |
| Ensemble des Français .....                                                             | 50            | 56            | + 6                              |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

De fait, les ouvriers (64%), les habitants des grandes villes de province (62%) ont rejoint les retraités (61%), les femmes au foyer (62%) et les non-diplômés (64%) au palmarès des plus craintifs face à une agression dans la rue.

Ces évolutions ne sont évidemment pas sans rapport avec le phénomène de montée d'une certaine **violence urbaine ou péri-urbaine** dans les « quartiers difficiles », comme cela a pu, par exemple, être observé en décembre et janvier derniers, notamment dans les banlieues de certaines grandes villes (on a beaucoup parlé de la banlieue strasbourgeoise). De fait, on a déjà relevé (cf. tableau 4 ci-dessus) que « **la violence et l'insécurité** » avaient cette année pris la deuxième place dans la hiérarchie des préoccupations des Français (29% de citations, + 4 points en un an). Or, ce souci est précisément maximal, en ce début 1998, dans la région « Est » de la France (37% de citations, + 7 points en un an).



La croissance de ce type de préoccupations touche d'ailleurs des groupes socio-démographiques jusque-là peu habitués à une « hantise » particulière vis-à-vis des phénomènes d'insécurité. Cela concerne, par exemple, les diplômés du supérieur (28% de citations, + 7 points en un an), les titulaires de revenus élevés (30%, + 7 points), les habitants de Paris et de la Région Parisienne (32%, + 8 points), les étudiants (26%, + 7 points). Ces groupes viennent rejoindre un mouvement qui a aussi affecté plus rapidement qu'en moyenne les cadres (31%, + 11 points) ou les bénéficiaires de revenus de 12 à 15 000 F. par mois (35%, + 8 points).

Ainsi, les problèmes de **sécurité quotidienne** ne font plus seulement l'objet d'interrogations des groupes défavorisés culturellement ; ils commencent à **interpeller aussi des catégories aisées jusque-là relativement épargnées.**

#### 4. Le nombre de partisans de réformes radicales de la société n'a jamais été aussi haut depuis 20 ans

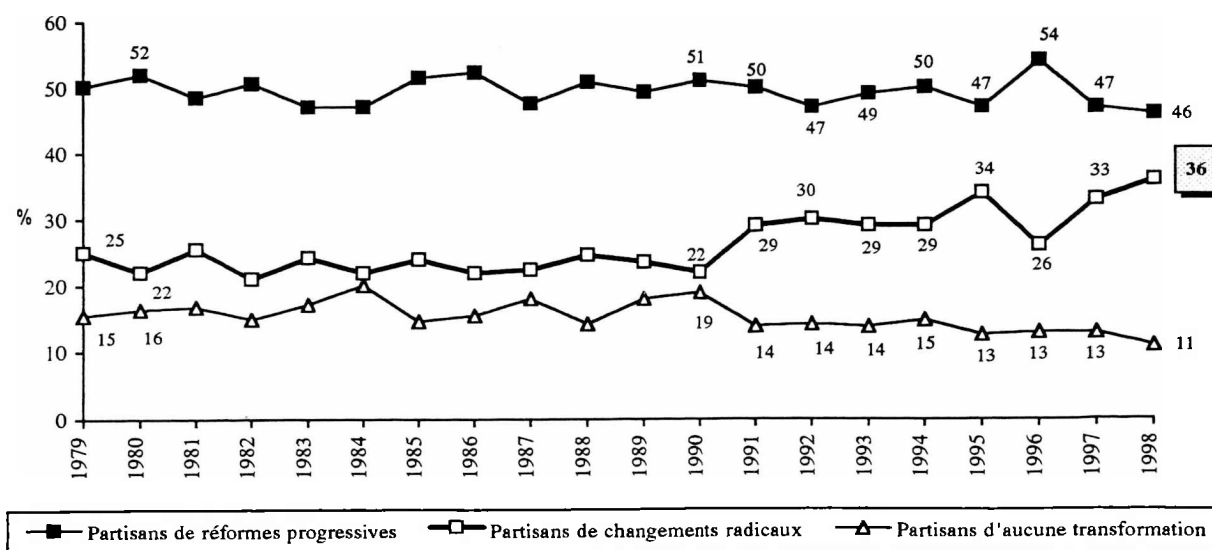
Comment ne pas mettre en relation cette diffusion des inquiétudes, l'essor des préoccupations liées à la violence et l'insécurité, et l'accroissement des demandes de « profondes transformations » de la société ? Certes, depuis 1978, la volonté réformatrice des Français n'a jamais véritablement été remise en cause : de 70 à 81 % de nos concitoyens l'ont toujours exprimée. Il reste que **82 à 83% l'émettent aujourd'hui**, taux le plus élevé depuis le début de nos interrogations.

Mais le plus notable est que cet accroissement du désir de réformes profondes de la société ne provient pas d'une augmentation des partisans de changements « progressifs ». Au contraire, **36% des Français optent maintenant pour des réformes radicales**, contre 33% au début 1997 (+ 3 points en un an).

Le taux atteint cette année est le plus haut de tous ceux relevés depuis la création du système d'enquêtes sur « *les Conditions de Vie et les Aspirations des Français* ». Il dépasse le précédent record du début 1995 (34%, cf. graphique 3).

Graphique 3

Une demande record de réformes radicales de la société



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

En vérité, si le taux global de demandeurs de changements radicaux de la société est cette année si élevé, c'est qu'il masque l'existence de **deux mouvements d'opinions très différents**, révélateurs de l'apparition de modifications sensibles dans certaines parties du corps social :

- \* D'un côté, figurent les catégories que l'on dira « **habituellement** » mécontentes, celles qui expriment depuis déjà plusieurs années leur volonté de changer profondément et radicalement « tout ce qui ne va pas » dans la société. De fait, dans ces groupes plutôt défavorisés ou habituellement revendicatifs (ouvriers, chômeurs, titulaires de bas revenus, indépendants, individus âgés de 25 à 50 ans), le nombre de « radicaux » **reste, cette année, très élevé** (de 37 à 45 %, contre 36 % en moyenne) ; ce taux a cependant, dans la plupart de ces groupes, légèrement baissé par rapport à 1997 (tableau 15). Comme si le mécontentement restait toujours aussi prégnant, mais avec tout de même l'esquisse d'espoir que les changements politiques intervenus dans le courant de l'année 1997 pourraient peut-être contribuer à faire « évoluer les choses ».

Une seule exception apparaît ici : les Franciliens de moins de 40 ans connaissent une nette diminution de leur radicalisme (- 10 points en un an, contre + 3 en moyenne).

Tableau 15

**L'évolution du pourcentage de partisans de changements «radicaux» de la société**  
-Evolution dans les catégories habituellement les plus contestatrices -

| (en %)                                                                                      |                   |                   |                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|
| <i>Catégories classées par ordre décroissant du % de radicaux au début 1998 (colonne B)</i> | Début 1997<br>(A) | Début 1998<br>(B) | Evolution 1997-1998<br>(B) - (A) |
| . Ouvrier .....                                                                             | 48                | 45                | - 3                              |
| . Chômeur .....                                                                             | 44                | 44                | =                                |
| . Revenus du foyer inférieurs à 8 000 F. par mois .                                         | 38                | 39                | + 1                              |
| . Indépendant <sup>(1)</sup> .....                                                          | 40                | 39                | - 1                              |
| . 25 à 34 ans .....                                                                         | 40                | 38                | - 2                              |
| . 35 à 49 ans .....                                                                         | 38                | 37                | - 1                              |
| . Personne de moins de 40 ans, habitant à Paris-Région Parisienne .....                     | 38                | 28                | - 10                             |
| Ensemble des Français .....                                                                 | 33                | 36                | + 3                              |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) Ont été classés ici les artisans, commerçants, exploitants agricoles et les chefs d'entreprises. Les professions libérales n'y figurent pas.

- \* D'un autre côté, figurent les groupes qui, cette année, ont « tiré » vers le haut la demande de transformations radicales (tableau 16). Il s'agit là de catégories qui ne sont pas habituellement coutumières de telles revendications. Comme si elles trouvaient dans le climat social, dans l'évolution économique ou dans les changements politiques, des raisons d'expression d'un fort mécontentement. On a là, d'une part les femmes au foyer (qui avaient déjà connu une flambée de radicalisme au début 1995) et les personnes de 65 ans et plus, caractérisées cette année par une forte montée des inquiétudes. On y trouve aussi, d'autre part, les diplômés du supérieur (32% demandent des transformations radicales de la société, soit 8 points de plus en un an), les cadres supérieurs, les habitants de grosses agglomérations de province, les personnes de 50 à 64 ans et, notamment, les Franciliens de plus de 40 ans (par opposition à ceux de moins de 40 ans). Le regain de radicalisme touche aussi les « gagnants déclarés », signe que la montée du mécontentement affecte cette année les groupes qui ont pourtant le sentiment de mieux s'en tirer économiquement que les autres.

Tableau 16

## La montée du « radicalisme » affecte des groupes habituellement peu revendicatifs

- Evolution du pourcentage d'individus souhaitant des changements radicaux de la société -  
(en %)

|                                                                                         | Début<br>1997<br>(A) | Début<br>1998<br>(B) | Evolution<br>1997-1998<br>(B) - (A) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------------------------|
| . Femme au foyer .....                                                                  | 31                   | 40                   | + 9                                 |
| . Diplômé du supérieur .....                                                            | 24                   | 32                   | + 8                                 |
| . 50 à 64 ans .....                                                                     | 30                   | 37                   | + 7                                 |
| . Personne de 40 ans et plus, résidant à<br>Paris-Région Parisienne .....               | 29                   | 36                   | + 7                                 |
| . Réside dans une grosse agglomération de province<br>(plus de 100 000 habitants) ..... | 33                   | 39                   | + 6                                 |
| . Cadre supérieur .....                                                                 | 26                   | 32                   | + 6                                 |
| . 65 ans et plus .....                                                                  | 27                   | 33                   | + 6                                 |
| . « Gagnant déclaré » <sup>(1)</sup> .....                                              | 31                   | 36                   | + 5                                 |
| Ensemble des Français .....                                                             | 33                   | 36                   | + 3                                 |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(1) Sur la définition des « gagnants déclarés », cf. ci-dessus, tableau 8.

En vérité, l'« accélération contestatrice » que l'on observe dans ces groupes, pourtant habituellement moins revendicatifs qu'en moyenne, est à mettre en parallèle avec la **triple interrogation** qu'ils semblent en partie formuler :

- La première a trait aux **problèmes de sécurité quotidienne** (agression dans la rue, violence ...) : la plupart de ces groupes ont en effet connu, sur ces sujets, un accroissement sensible de leurs craintes (voir ci-dessus). Rappelons, par exemple, que 28% des diplômés du supérieur citent maintenant « la violence, l'insécurité » comme l'une de leurs deux préoccupations principales (+ 7 points en un an).
- La deuxième a trait à des **interrogations portant sur les effets « déresponsabilisants » du système social**. Le développement du mouvement de revendication des chômeurs en novembre-décembre 1997, peu de temps avant le déroulement de l'enquête, a peut-être pu infléchir les opinions sur ce point<sup>1</sup>. Toujours est-il que davantage de Français s'interrogent cette année sur les effets « pervers » que certaines prestations sociales peuvent générer, nous y reviendrons. Ce mouvement est, en tout état de cause, également accentué chez les diplômés du supérieur, les cadres ou les parisiens de plus de 40 ans, en un mot dans des groupes où le radicalisme s'est, cette année, accru.
- Enfin, leur troisième interrogation porte sur **le fonctionnement de la justice**. Car cette demande accrue de changements radicaux va de pair avec l'accentuation des critiques sur le bon fonctionnement de l'Institution : 71% de la population estiment aujourd'hui que **la justice fonctionne mal** (+ 6 points en un an). Or, les évolutions les plus significatives sur ce point concernent précisément les catégories « bien installées » (cadres, diplômés, titulaires de revenus élevés), quelques-unes de celles qui ont vu parallèlement leur demande réformatrice s'accroître sensiblement (tableau 17). D'ailleurs, alors qu'il y a un an, les non-diplômés critiquaient plus la justice que les diplômés du supérieur, l'ordre s'inverse cette année : 76% des diplômés considèrent maintenant que la justice fonctionne mal (+ 15 points en un an), contre 68% des non-diplômés (même pourcentage que l'an dernier).

---

<sup>1</sup> Le plafonnement récent ou la réduction de certaines prestations familiales ont également pu exercer leur influence.

Tableau 17

**Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal**  
- Principales évolutions 1997-1998 -

|                                                    | Début<br>1997<br>(A) | Début<br>1998<br>(B) | (en %)<br>Evolution<br>1997-1998<br>(B) - (A) |
|----------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------------------------------|
| . Moins de 25 ans .....                            | 58                   | <b>76</b>            | +18                                           |
| . Diplômé du supérieur .....                       | 61                   | <b>76</b>            | +15                                           |
| . Cadre (moyen ou supérieur) .....                 | 63                   | <b>77</b>            | +14                                           |
| . Indépendant .....                                | 69                   | <b>83</b>            | +14                                           |
| . Revenus du foyer supérieurs à 15 000 F. par mois | 61                   | <b>74</b>            | +13                                           |
| Ensemble des Français .....                        | 65                   | 71                   | + 6                                           |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français", début 1997 et début 1998.

En un mot, la montée du radicalisme semble aujourd'hui affecter **les franges de nouvelles catégories sociales** pour qui l'expression de cette demande ne traduit pas obligatoirement un mal-être personnel ou de mauvaises conditions de vie, mais un **mécontentement**, une insatisfaction liés à la perception qu'ils ont d'une société qu'ils considèrent, notamment, davantage confrontée à l'insécurité et à une justice sujette à contestation.

## 5. Une montée des interrogations sur les effets déresponsabilisants des prestations sociales

On vient de le relever, la montée du radicalisme s'est également accompagnée, cette année, d'un accroissement de certaines interrogations sur les effets « pervers » que seraient censées générer les prestations sociales.

Comment ne pas faire un lien entre cette évolution et les fractures de plus en plus apparentes d'un corps social soumis à des attentes contradictoires ? Quoi qu'il en soit, alors qu'en 1995, la flambée de radicalisme avait révélé une forte attente d'amplification des politiques de soutien envers les plus défavorisés, **la montée contestatrice va de pair, cette année, avec des interrogations accrues sur l'Etat-Providence**. Cette différence tient certainement dans le fait que les catégories « motrices » ces derniers mois dans la montée du radicalisme, ne sont plus seulement les groupes les plus défavorisés.

Ainsi, 41 % des Français pensent maintenant que la prise en charge, par la collectivité, des familles aux ressources insuffisantes « enlève à ces familles tout sens des responsabilités » (+ 4 points en un an). Cette opinion n'avait jamais été tant partagée depuis le début 1992 (tableau 18).

Tableau 18

De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?  
Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes ...

(en %)

|                                                         | Début<br>1987 | Début<br>1988 | Début<br>1989 | Début<br>1990 | Début<br>1991 | Début<br>1992 | Début<br>1993 | Début<br>1994 | Début<br>1995 | Début<br>1996 | Début<br>1997 | Début<br>1998 | Evolution<br>1997-<br>1998 |
|---------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------------------|
| Cela leur permet de vivre..                             | 64            | 59            | 61            | 63            | 58            | 51            | 62            | 65            | 65            | 62            | 62            | 58            | - 4                        |
| Cela leur enlève tout sens des<br>responsabilités ..... | 36            | 39            | 37            | 36            | 40            | 47            | 37            | 33            | <b>34</b>     | <b>37</b>     | <b>37</b>     | <b>41</b>     | <b>+4</b>                  |
| Ne sait pas .....                                       | -             | 2             | 2             | 1             | 1             | 1             | 1             | 2             | 1             | 1             | 1             | 1             | -                          |
| Ensemble .....                                          | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100           | 100                        |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

L'accroissement des interrogations sur les effets déresponsabilisants de l'aide aux familles « aux ressources insuffisantes » a affecté surtout les Franciliens (quelque soit leur âge), les employés, les cadres, les titulaires de revenus moyens-hauts (12 000 à 15 000 F. par mois) ou les diplômés (tableau 19). Mais, en vérité, cet accroissement a touché quasiment toutes les catégories (sauf les habitants de petites communes de moins de 2 000 habitants).

Tableau 19

**Le pourcentage d'individus estimant que la prise en charge des familles aux ressources insuffisantes « leur enlève tout sens des responsabilités »**

|                                                                        | (en %)               |                      |                                     |
|------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------------------------|
|                                                                        | Début<br>1997<br>(A) | Début<br>1998<br>(B) | Evolution<br>1997-1998<br>(B) - (A) |
| . Habitant de Paris-Région Parisienne .....                            | 27                   | 40                   | + 13                                |
| . Employé .....                                                        | 36                   | 46                   | + 10                                |
| . 25 - 34 ans .....                                                    | 34                   | 44                   | + 10                                |
| . Cadre (supérieur et moyen) .....                                     | 34                   | 43                   | + 9                                 |
| . Revenus du foyer compris entre 12 000 et<br>15 000 F. par mois ..... | 36                   | 44                   | + 8                                 |
| . Diplômé du supérieur .....                                           | 33                   | 39                   | + 6                                 |
| . « Gagnants déclarés » .....                                          | 36                   | 41                   | + 5                                 |
| Ensemble des Français .....                                            | 37                   | 41                   | + 4                                 |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français", début 1997 et début 1998.

On peut s'interroger sur cette évolution : n'est-elle pas en partie liée à des réactions aux mouvements de revendication des chômeurs intervenus quelques jours avant -et pendant- l'enquête ? Toujours est-il qu'on peut formuler l'hypothèse que les jugements mis en évidence ici sont surtout relatifs à l'idée que le système social en arriverait à enlever à ses bénéficiaires « le sens des responsabilités ». Car, **il ne semble pas vraiment que ce soit la notion même de solidarité envers les plus défavorisés qui soit directement mise en cause**. Deux éléments permettent de le montrer :

- D'une part, 69% de la population considèrent que les personnes en situation de pauvreté le sont « parce qu'elles n'ont pas eu de chance », et non parce qu'elles n'ont pas fait assez d'effort pour s'en sortir. Le taux n'a guère varié en deux ans (tableau 20), signe du maintien d'une certaine « compréhension » à l'égard des plus démunis.



Tableau 20

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?

(en %)

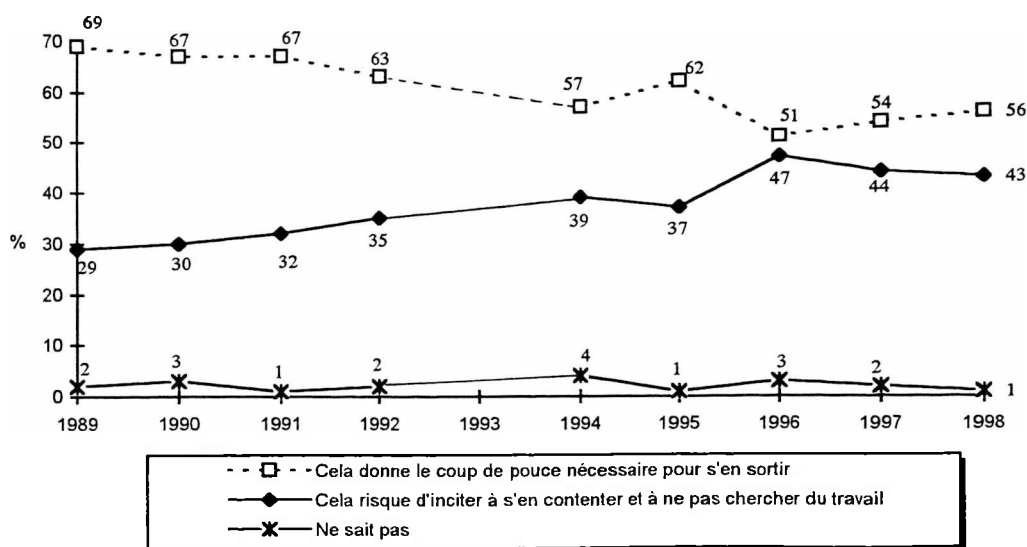
|                                                                                 | Début 1991 | Début 1992 | Début 1993 | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance .....                        | 60         | 60         | 67         | 70         | 74         | 69         | 70         | 69         |
| C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait assez d'effort pour s'en sortir .... | 36         | 37         | 31         | 27         | 25         | 29         | 27         | 28         |
| Ne sait pas .....                                                               | 4          | 3          | 2          | 3          | 1          | 2          | 3          | 3          |
| Ensemble .....                                                                  | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        | 100        |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

- D'autre part, le nombre d'individus qui estiment que le RMI risque « d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher de travail » reste, certes, à un niveau élevé (43%), mais il recule cette année d'un point (graphique 4). Il est vrai que cette évolution globale masque un recul important chez les ouvriers (- 5 points) ou les chômeurs (- 4 points), et une croissance chez les 25 - 34 ans (+ 3 points), les Parisiens (+ 6 points) ou les travailleurs indépendants (+ 2 points).

Graphique 4

Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :

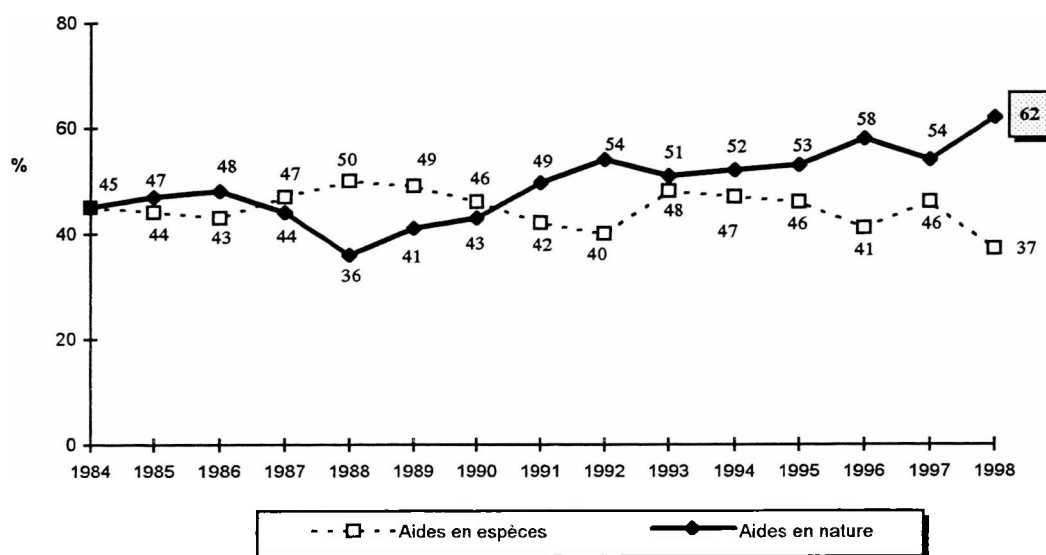


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

En fait, si le bien fondé des actions menées envers les plus défavorisés n'est pas remis en cause, les évolutions observées semblent surtout traduire la diffusion, dans la population, d'une **attente de contrôle plus étroit de la distribution des aides sociales, de leurs modalités de versement, afin de limiter leurs éventuels effets déresponsabilisants**. On peut en prendre pour preuve le fait que cette année, une forte majorité de nos concitoyens (62% exactement) considèrent préférable, pour mieux aider les familles, de leur fournir principalement **des aides en nature** (sous forme d'équipements et de services). Ce taux est **en augmentation de 8 points** par rapport à l'an dernier. Il n'a, à vrai dire, jamais été aussi élevé depuis le début de nos observations (graphique 5).

Graphique 5

Parmi les solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour accroître l'efficacité de l'aide aux familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Cette demande de redistribution en nature, plus « orientatrice », plus « formatrice » pour les bénéficiaires, est particulièrement affirmée cette année chez les 25 - 34 ans (+ 20 points en un an, contre + 8 en moyenne), les employés (+ 16 points), les Parisiens (+ 16 points), les diplômés du supérieur (+ 12 points) et les titulaires de revenus mensuels de 12 000 F. ou plus (+ 12 points).

Ainsi, aujourd'hui, 70% des cadres, 69% des diplômés du supérieur, 70% des Parisiens, 69% des titulaires de revenus élevés (15 000 F. et plus) et 67% des femmes actives prônent avant tout **l'aide en nature pour accroître l'efficacité du soutien aux familles** (contre 62% en moyenne).

C'est d'ailleurs probablement la même volonté de mieux « **contrôler** » les **prestations versées** qui se fait jour en matière d'assurance-chômage : alors que depuis cinq ans, le nombre d'individus n'estimant « **pas assez stricts** » les contrôles sur la situation des chômeurs n'avait cessé de diminuer (de 52% à 39%), il remonte cette année à 43% (+ 4 points en un an).

De façon plus générale, on observe que cette « contestation suspicieuse » des politiques sociales touche cette année **systématiquement**, et fortement, les employés et les titulaires de revenus intermédiaires (compris entre 8 000 et 15 000 F. par mois), c'est à dire **surtout des groupes que l'on dira appartenir aux « classes moyennes »**. Remarquons que tous n'ont cependant pas, par ailleurs, été affectés au début 1998 par une plus forte demande de réformes radicales de la société<sup>1</sup>.

Un autre mouvement peut être, enfin, décelé en matière de politiques sociales : pour la première fois depuis 1982, 41% des Français considèrent que l'aide aux familles est « **globalement suffisante** » (+ 8 points en un an). Ce taux n'avait jamais dépassé les 35%. Il est probable qu'on peut voir là un double effet : celui que l'on vient d'évoquer, relatif aux interrogations « suspicieuses » sur le système social ; mais aussi une réaction à la décision de mise sous conditions de ressources des allocations familiales : on peut faire l'hypothèse que certains groupes ont pu trouver dans la formulation de cette question la possibilité de donner leur accord à une telle mesure. Ainsi, les titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F. mensuels) sont, eux aussi, nettement plus nombreux, cette année, à considérer que l'aide aux familles est « globalement suffisante » (+ 8 points). On peut supposer qu'ils songeaient là davantage à la suffisance des prestations touchées par les plus favorisés de nos concitoyens.

---

<sup>1</sup> Ce n'est, par exemple, pas le cas des employés ou des Franciliens de moins de 40 ans.

## 6. Une nette progression du modernisme des Français en matière de mœurs

Cette sorte de « **repliement** » de nos concitoyens, portés à davantage s'interroger sur les effets pervers du système social, ne semble pas avoir arrêté la progression d'un certain « modernisme » en matière de mœurs.

Mais encore faut-il apporter, sur ce point, trois précisions :

- \* D'abord, il s'agit là de la **poursuite d'un mouvement relativement lent**, engagé depuis déjà plusieurs années : les Français n'ont pas soudainement « basculé » du côté du modernisme. Par exemple, la famille reste toujours, dans l'esprit de nos concitoyens, la **valeur-refuge** par excellence, signe de la méfiance affichée envers un « espace public » auquel on continue d'associer une certaine dimension « insécuritaire ». L'essor des inquiétudes, de 1985 à 1996, s'est d'ailleurs effectué dans un mouvement de repli vers la famille<sup>1</sup>, mouvement qui ne s'est pas vraiment inversé depuis. De fait, 63% de la population considèrent encore aujourd'hui que la famille est « le seul endroit où l'on se sent bien et détendu » (69% des Français le pensaient en 1980, 66% en 1990). De même, 55% de la population considèrent que le mariage est une union indissoluble ou qu'on ne peut dissoudre que dans des cas très graves.
- \* La poussée du modernisme que l'on voit apparaître cette année, quoique lente, concerne cependant tout à la fois **chacun des trois sujets révélateurs**, dans notre enquête, **des attitudes en matière de mœurs** : 37% des Français considèrent maintenant que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien (+ 3 points en un an) ; 42% voient dans le mariage une union qui peut être dissoute par simple accord des parties (+ 3 points) ; 57% sont favorables à la possibilité pour les femmes de choisir d'exercer une activité professionnelle (+ 1 point, tableau 21).

Les opinions modernistes n'ont jamais, depuis 1978, été aussi diffusées en ce qui concerne le mariage ou le travail féminin. Pour la famille, le taux atteint est comparable à la situation des années 1982 - 1985.

---

<sup>1</sup> Voir Cahier de Recherche du CREDOC, N° 107, déjà cité.

**Tableau 21**  
**Une poussée du modernisme en matière de mœurs**

|                                                                                                       | (en %)        |               |               |               |               |               |                        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------|
|                                                                                                       | Début<br>1993 | Début<br>1994 | Début<br>1995 | Début<br>1996 | Début<br>1997 | Début<br>1998 | Evolution<br>1997-1998 |
| <b>Pourcentage d'individus estimant que :</b>                                                         |               |               |               |               |               |               |                        |
| ... La famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu .....                        | 30            | 30            | 33            | 34            | 34            | 37            | + 3                    |
| ... Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties .....          | 39            | 38            | 39            | 39            | 39            | 42            | + 3                    |
| ... Les femmes devraient toujours travailler ou travailler dans tous les cas où elles le désirent ... | 47            | 45            | 51            | 54            | 56            | 57            | + 1                    |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

\* Enfin, le « modernisme » relatif mis en évidence ici ne concerne, faut-il le préciser, que les mœurs, pas les attitudes envers le progrès scientifique. On relève en effet, cette année, une poursuite du mouvement global de « prudence » envers les retombées du progrès : 21% de la population considèrent aujourd'hui que les découvertes scientifiques améliorent « beaucoup » la vie quotidienne, contre 25% l'an dernier (le transfert s'est fait au profit de ceux qui estiment que le progrès améliore « un peu » le quotidien). A vrai dire, ce recul a concerné toutes les catégories sans exception.

Quoi qu'il en soit, cette montée du modernisme en matière de mœurs n'a pas, pour le coup, affecté systématiquement tous les groupes sociaux.

Si cet essor a touché la plupart des catégories, ce sont les **couches de population déjà habituellement les plus modernistes** qui ont connu les évolutions les plus rapides : cela concerne surtout les titulaires de revenus élevés, les femmes actives, les cadres, les habitants de grosses agglomérations provinciales, les diplômés du supérieur. Une exception : la montée des idées modernistes a affecté le plus les travailleurs indépendants, catégorie jusqu'à lors peu coutumière du fait. Notons, par exemple, que 49% des indépendants considèrent aujourd'hui que le mariage peut être dissout par simple accord des parties (15 points de plus en un an). En tout état de cause, dans tous ces groupes, les mouvements intervenus cette année ont plus affecté les opinions sur le mariage et la famille que celles sur le travail féminin.

Par contre, le **modernisme a reculé dans trois groupes principaux : d'abord, chez les femmes au foyer et chez les titulaires de bas revenus** (moins de 6 000 F. mensuels). Dans ces deux ensembles, ce sont surtout les opinions à l'égard du travail féminin qui ont évolué (- 6 points, pour chacun de ces deux groupes, dans le pourcentage d'individus favorables à la liberté des femmes de choisir de travailler). Mais le recul du modernisme a aussi affecté la catégorie jusque-là, de loin, la plus en avance sur ces sujets : **les jeunes Franciliens** (moins de 40 ans). Certes, ils continuent globalement à se caractériser par un fort modernisme, mais chez eux, l'attachement à la famille s'est accru de 3 points cette année (évolution contraire à l'ensemble de la population) et le nombre de partisans du travail des femmes y a reculé de 5 points.

## 7. L'idée de contribuer à la lutte contre la dégradation de l'environnement retrouve une certaine faveur

Enfin, les valeurs écologiques semblent faire leur chemin. Certes, depuis quatre ans, l'idée d'apporter sa contribution, par des efforts financiers ou d'éventuels sacrifices, à la lutte pour la préservation de l'environnement **n'a cessé de fluctuer** : recul brutal des opinions en 1995, regain en 1996, nouvelles inflexions contradictoires en 1997... Un nouveau redressement semble s'être opéré cette année, d'autant plus marquant qu'il concerne cette fois, contrairement à ce qui s'était passé en 1996 et 1997, **l'ensemble des propositions** sur lesquelles les Français sont interrogés.

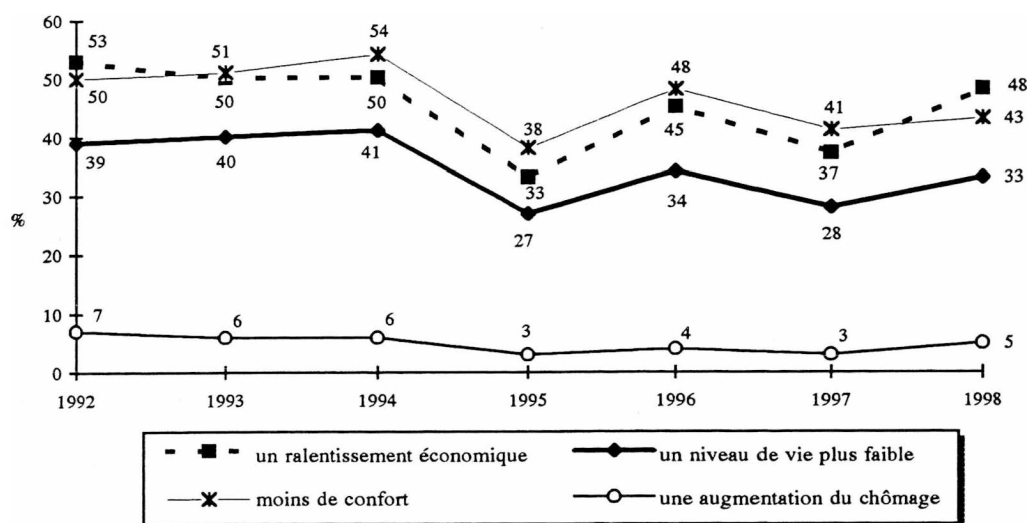
Bien entendu, l'ordre de grandeur des évolutions observées n'est pas le même selon les sacrifices demandés, selon qu'ils sont compris comme une **contribution personnelle ou collective** et selon qu'ils dépendent, directement ou pas, **du niveau de vie des intéressés**. Quoi qu'il en soit, le redressement des opinions intervenu est très net, signe de l'existence d'un **mouvement général de sensibilisation face aux questions de dégradation de l'environnement**. Il est probable que ce mouvement va de pair avec une prise de conscience plus aiguë des problèmes posés par la pollution atmosphérique : alors qu'il y a trois ans, 29% des Français attendaient de l'Etat qu'en matière d'environnement, il intervienne en priorité **dans la lutte pour la réduction de la pollution de l'air et de l'atmosphère**, c'est maintenant le cas de 44% de la population.

Il reste que pour aucune des propositions évoquées ci-après, on ne retrouve les niveaux d'acceptation qui avaient été atteints au début 1994 :

- S'agissant des **sacrifices** que les Français seraient prêts à consentir pour préserver l'environnement, le retournement de tendance est très net (graphique 6) : cette année, nos concitoyens se déclarent plus souvent disposés, dans un but écologique, à tolérer un ralentissement économique (48% l'admettent, + 11 points en un an), à accepter moins de confort (43%, + 2 points) ou à admettre un niveau de vie plus faible (33%, + 5 points). Comme c'est le cas depuis six ans, bien peu de nos concitoyens ne sont, par ailleurs, disposés à accepter une augmentation du chômage (5%, + 2 points en un an).

Graphique 6

Le pourcentage de Français prêts à accepter, pour préserver et protéger l'environnement...



Source : CREDOC-EDF, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

- Ensuite, l'idée même d'un **impôt vert**, d'une « taxe environnementale », refait son chemin dans les esprits : 37% de la population se déclarent maintenant prêts à payer « plus de taxes directement affectées à la défense de l'environnement », contre 34% l'an dernier et 29% au début 1996. Ce taux reste cependant encore inférieur à celui du début 1994 (42%, cf. tableau 22).

Tableau 22

Le pourcentage de Français prêts, personnellement, à « payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement »

(en %)

| Début 1991 | Début 1993 (*) | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 | Evolution 1997-1998 |
|------------|----------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------------|
| 29         | 35             | 42         | 33         | 29         | 34         | 37         | + 3                 |

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

(\*) Le libellé de la question était légèrement différent en 1993 : il s'agissait d'individus « prêts à donner de l'argent pour des actions de protection de l'environnement ».

- Enfin, l'évolution des opinions est moins forte, mais encore positive, quand il s'agit d'envisager l'idée de **payer 10% plus cher des produits reconnus comme préservant l'environnement** : 54% de la population y adhèrent (+ 2 points en un



an). Une hausse relative de même ordre est d'ailleurs intervenue cette année quant à l'idée de payer plus cher des « produits meilleurs pour la santé » (68 % de nos concitoyens y sont prêts, + 3 points). On relève néanmoins que cette hausse n'est pas intervenue sur l'idée de payer plus cher des productions françaises (tableau 23). Y aurait-il là le signe que, dans l'esprit de la population, la contribution à la protection de l'environnement peut davantage nécessiter un surcoût que l'idée de contribuer à « acheter Français » ?

Tableau 23

Le pourcentage de Français prêts à payer 10% plus cher des produits ...

|                                                  | (en %)     |            |            |            |            |                     |
|--------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------------|
|                                                  | Début 1994 | Début 1995 | Début 1996 | Début 1997 | Début 1998 | Evolution 1997-1998 |
| ... reconnus comme préservant l'environnement .. | 66         | 43         | 54         | 52         | 54         | + 2                 |
| ... reconnus comme meilleurs pour la santé ..... | 77         | 67         | 68         | 65         | 68         | + 3                 |
| ... fabriqués en France .....                    | 58         | 48         | 48         | 48         | 48         | =                   |

Source : CREDOC-EDF, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Quoi qu'il en soit, les évolutions enregistrées en ce qui concerne la protection de l'environnement n'ont pas toutes affecté de la même façon les différents groupes sociaux. Pour tenter de mieux comprendre ces évolutions, on peut classer les sacrifices éventuels en **trois groupes**<sup>1</sup> (tableau 24) :

- \* D'abord, les sacrifices dont on peut penser qu'ils sont plutôt conçus comme une **participation collective** et dont **l'acceptation varie peu en fonction des conditions de vie objectives**. On peut classer ici l'idée « d'accepter un ralentissement économique ». On constate en effet que cette idée est quasiment partagée en même proportion dans toutes les catégories, quel que soit le montant des ressources. De plus, l'évolution globale intervenue cette année (+ 11 points) a quasiment été la même dans toutes les tranches de revenus (tableau 24). Le raisonnement dans chaque groupe n'est certainement pas le même : les catégories défavorisées paraissent prêtes à accepter un ralentissement économique qui touchera surtout les « autres » (elles-mêmes ont le sentiment d'être déjà au plus bas), tandis que les catégories moyennes

<sup>1</sup> Hormis l'augmentation éventuelle du chômage, idée unanimement repoussée puisqu'il s'agit du fléau dont toute la société est fortement inquiète (cf. ci-dessus).

ou favorisées sont disposées à contribuer collectivement à un ralentissement économique -déjà subi- et qui ne les empêche pas toujours de tirer quand même leur épingle du jeu. En tout état de cause, dans tous les groupes, si l'on est prêt à ce sacrifice collectif, c'est parce qu'on a conscience de l'importance de la notion de défense de l'environnement.

- \* Ensuite, les sacrifices dont on peut penser qu'ils sont, selon les cas, compris comme **une contribution parfois individuelle, parfois collective et dont l'acceptation varie en fonction des conditions de vie objectives**. On peut classer ici l'idée d'accepter « un niveau de vie plus faible ». Cette idée n'est pas du tout partagée en même proportion dans toutes les catégories (c'est le cas de 28% des titulaires de bas revenus, contre 41% des catégories aisées). Or, l'évolution intervenue cette année sur ce point a été quasiment identique dans tous les groupes : au bas de l'échelle, on est prêt à accepter une baisse du niveau de vie « des autres », mais on se méfie tout de même de cette proposition, au cas où elle s'appliquerait individuellement (taux d'acceptation nettement inférieur à celui relatif au ralentissement économique) ; en haut de l'échelle, on accepte de contribuer individuellement à un effort de lutte contre la dégradation de l'environnement, mais avec prudence puisque le sacrifice proposé touche directement le niveau de vie personnel.
- \* Enfin, les sacrifices perçus comme une **contribution individuelle et dont l'acceptation varie sensiblement en fonction du niveau de revenus**. On classe ici l'idée d'accepter de payer plus cher des produits « environnementaux », celle de disposer de « moins de confort » ou celle d'admettre la création d'un « impôt vert ». Dans ces cas, l'acceptation est bien plus forte dans les catégories aisées ; et elle l'est d'autant plus que la mesure est **volontaire** (payer 10% plus cher) plutôt qu'**obligatoire** (impôt). En tout état de cause, dans ces cas, l'évolution intervenue cette année est significative : **le taux d'acceptation a reculé dans les catégories peu favorisées et s'est accru dans les catégories moyennes ou aisées**.

**Tableau 24**  
**Le pourcentage d'individus prêts à accepter différents « sacrifices »**  
**selon le niveau des revenus mensuels du foyer\***

(Début 1998)

|                                                                                                                                    | (en %)                              |                                    |                                      |                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------|
|                                                                                                                                    | Revenus<br>inférieurs à<br>6 000 F. | Revenus de<br>8 000 à<br>12 000 F. | Revenus<br>supérieurs à<br>15 000 F. | Ensemble de la<br>population |
| <b>Sacrifices conçus comme un effort collectif et acceptés en même proportion en fonction des revenus</b>                          |                                     |                                    |                                      |                              |
| · Accepter un ralentissement économique .....                                                                                      | 50 (+12)                            | 56 (+15)                           | 47 (+10)                             | 48 (+11)                     |
| <b>Sacrifices conçus, selon les cas, comme un effort collectif ou individuel, et acceptés différemment en fonction des revenus</b> |                                     |                                    |                                      |                              |
| · Accepter un niveau de vie plus faible .....                                                                                      | 28 (+ 4)                            | 30 (+ 4)                           | 41 (+ 5)                             | 33 (+ 4)                     |
| <b>Sacrifices conçus comme un effort individuel et acceptés très différemment en fonction des revenus</b>                          |                                     |                                    |                                      |                              |
| · Payer plus cher des produits « verts » .....                                                                                     | 44 (- 2)                            | 54 (+ 3)                           | 63 (+ 4)                             | 54 (+ 2)                     |
| · Accepter moins de confort .....                                                                                                  | 37 (- 1)                            | 43 (+ 1)                           | 51 (+ 3)                             | 43 (+ 2)                     |
| · Payer plus de taxes affectées à la défense de l'environnement .....                                                              | 30 (- 6)                            | 36 (+ 5)                           | 47 (+ 8)                             | 37 (+ 3)                     |

Source : CREDOC-EDF, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

\* Entre parenthèses, figure l'évolution, en points, 1997-1998.

Ces quelques observations permettent, en tout état de cause, d'apporter **deux conclusions** :

- La sensibilité à la lutte contre la dégradation de l'environnement reste aujourd'hui plus forte dans les catégories moyennes et aisées, ne serait-ce que parce que le « tribut à payer », les sacrifices à engager sont plus facilement assimilables quand on dispose d'un certain niveau de vie<sup>1</sup>. Le regain de sensibilité observé sur le sujet a, en particulier, affecté les diplômés du supérieur, les cadres et a plus touché les habitants de grosses agglomérations de province que les Franciliens.

<sup>1</sup> Voir, sur ce sujet, « *Les inégalités en France : les différentes façons de « penser » en haut et en bas de l'échelle sociale* », Cahier de Recherche du CREDOC, N° 90, Juillet 1996.

- Les évolutions constatées, même dans des groupes subissant des difficultés économiques, montrent que **la prise de conscience des questions posées par la défense de l'environnement se diffuse largement**. Cette diffusion apparaît d'autant plus notable que, on l'a vu, la crise collective qui traverse la société marque encore fortement les esprits.

\* \* \*  
\*

Accroissement du désir de transformation radicale de la société, regain des inquiétudes et attentes sécuritaires accrues, interrogations sur le système social, décalage persistant entre espoirs personnels et perceptions de l'état de la collectivité, **les doutes** auxquels le corps social semble confronté en ce début 1998 paraissent plus forts que ne sont ressentis les quelques signes d'amélioration économique.

Certes, davantage de Français croient en une stabilisation prochaine du chômage, le regard porté par chacun sur l'évolution de son propre niveau de vie semble s'améliorer et le sentiment de se restreindre commence -il est vrai, sans précipitation excessive- à reculer. Mais tout se passe comme si l'opinion désabusée ne voulait pas croire aux quelques signes perceptibles d'amélioration possible, comme si, après plusieurs années de désenchantement, la société **prise dans son ensemble**, engluée dans l'expression habituelle de maux maintes fois répétés, continuait à ne voir -ou à ne vouloir voir-, dans les inflexions supposées de la conjoncture, que ses **potentialités négatives**. Comme si, encore une fois, même les plus optimistes avaient du mal à se convaincre du fait que les choses pouvaient globalement s'améliorer.

Car le plus frappant de la situation actuelle concerne ce **décalage**, ce fossé existant aujourd'hui entre l'appréciation que l'on porte **individuellement** sur sa propre situation et celle que l'on affiche sur les difficultés dans lesquelles on juge que **toute la société est plongée** : décalage entre le sentiment personnel que le chômage ne va pas plus augmenter et le maintien d'inquiétudes exacerbées vis-à-vis du fléau ; écart considérable entre la croyance que son propre niveau de vie a arrêté de se détériorer et la conviction que, pour les autres, rien ne s'arrange...

L'an dernier, dans cette même note de conjoncture sociétale, nous observions : « ...Le corps social français s'écarte, **paraît se fragmenter** dans un climat de défiance collective au bruissement lourd... ». En vérité, force est de constater **que cette fragmentation sociale** se poursuit, que la société continue à **se fissurer sous des interrogations multiples et contradictoires** :

- \* **Fragmentation globale**, entre espoirs personnels -que l'on garde pour soi- et pessimisme collectif, omniprésent, que l'on affiche incessamment.
- \* **Fragmentation entre catégories** ; les unes, privilégiées, qui semblent voir leur situation personnelle s'améliorer, mais expriment un fort mécontentement sociétal autour de ce qui constitue l'assise même, le maintien d'un certain « ordre social » (sécurité, justice...) ; les autres, défavorisées, qui ont la conviction que leur situation personnelle se dégrade, profondément insatisfaites, inquiètes, en insécurité ressentie et, semble-t-il, résignées dans un radicalisme réaffirmé ; les dernières, enfin, qui s'interrogent sur les effets pervers, déresponsabilisants, d'un Etat-Providence dont l'objectif est pourtant, précisément, de résorber tant que faire se peut, les fractures sociales.
- \* **Fragmentation, enfin, entre des valeurs contradictoires** : « repliement » sur ses propres acquis et développement d'un certain modernisme en matière de mœurs ; volonté de voir la société se transformer profondément, mais inquiétudes face à ce que ces changements impliquent.

En vérité, la question qui se pose, au vu de ce côtoiement de perceptions contradictoires, est celle de la durabilité, de la **persistance** de la situation actuelle et de ces antagonismes. S'il s'agit d'une période provisoire, de transition, dirons-nous, on pourra trouver dans les quelques signes d'espoirs individuels -et dans les groupes qui les expriment- les germes d'une évolution favorable, les indices d'une sortie du tunnel. Dans ce cas, l'enquête de janvier 1998 serait intervenue trop tôt, quelques mois avant la traduction effective d'une relance que certains indicateurs économiques semblent vouloir déceler, sinon pronostiquer.

Si, par contre, il s'agit d'une période plus longue dans laquelle se maintient durablement, comme avec une certaine délectation fataliste, le malaise collectif actuel -situation révélatrice d'un état d'hypocondrie persistant-, alors les effets de cette

fragmentation exacerbée de la société pourraient se révéler profondément préoccupants.

En vérité, le mal-être sociétal mis en évidence est tel aujourd'hui qu'il ne permet pas vraiment de dire si le corps social français est toujours malade ou s'il est enfin convalescent.

\* \* \*  
\*

## A N N E X E

### Une visualisation de l'Etat de l'Opinion au début 1998

Réalisée depuis vingt ans, l'enquête "*Conditions de vie et Aspirations des Français*" permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'Etat de l'Opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on appellera "**l'espace des opinions des Français**"<sup>1</sup>. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période<sup>2</sup>, *l'espace des opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par l'ensemble de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 1998.
- La façon dont les différents groupes socio-démographiques se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en janvier 1998.

---

<sup>1</sup> Voir notamment les notes de conjoncture des cinq dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 65 ci-après.

<sup>2</sup> Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'évolution des différences d'opinions entre groupes socio-démographiques, une tentative de synthèse* », Cahier de Recherche du CREDOC, Février 1993.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- Le début 1998 se caractérise **par un haut niveau d'insatisfaction**, le mécontentement exprimé étant cependant **en léger recul** par rapport à l'an dernier. Ce recul provient d'un double mouvement contradictoire : augmentation du radicalisme, mais reflux du pessimisme vis-à-vis du niveau de vie personnel. En vérité, ce recul global de l'insatisfaction masque des **évolutions contradictoires selon les groupes** : le mouvement de diminution du mécontentement l'emporte chez les jeunes Parisiens, les personnes de 35 à 49 ans, les ouvriers et les employés, même si certaines de ces catégories restent parmi les plus insatisfaites (ouvriers, par exemple). En un mot, la diminution du mal-être a davantage touché, cette année, en termes relatifs, certaines des catégories l'an dernier très démoralisées ; elles restent encore insatisfaites en valeur absolue. Par contre, le mécontentement s'accroît chez les Parisiens âgés, les femmes au foyer, les cadres, les diplômés du supérieur et les plus de 65 ans (c'est aussi le cas des titulaires des plus bas revenus).
- Le mouvement général vers le « *modernisme* » en matière de mœurs, plus ou moins stabilisé l'an dernier, repart à la même vitesse qu'entre 1994 et 1996. Le niveau de modernisme atteint est maintenant presque aussi élevé qu'en 1982. Mais, là aussi, l'inflexion générale masque des disparités catégorielles : le modernisme s'accroît sensiblement chez les travailleurs indépendants, les cadres ou les catégories aisées, les habitants d'agglomérations de province, mais il recule chez les jeunes Parisiens, les femmes au foyer (ou les titulaires de bas revenus), voire les habitants de communes rurales.

## 1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 1998)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire « l'espace général des opinions des Français »<sup>1</sup>.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (graphique A1).

---

<sup>1</sup> Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 40 000 individus (vingt vagues d'enquêtes).



### *Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction*

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

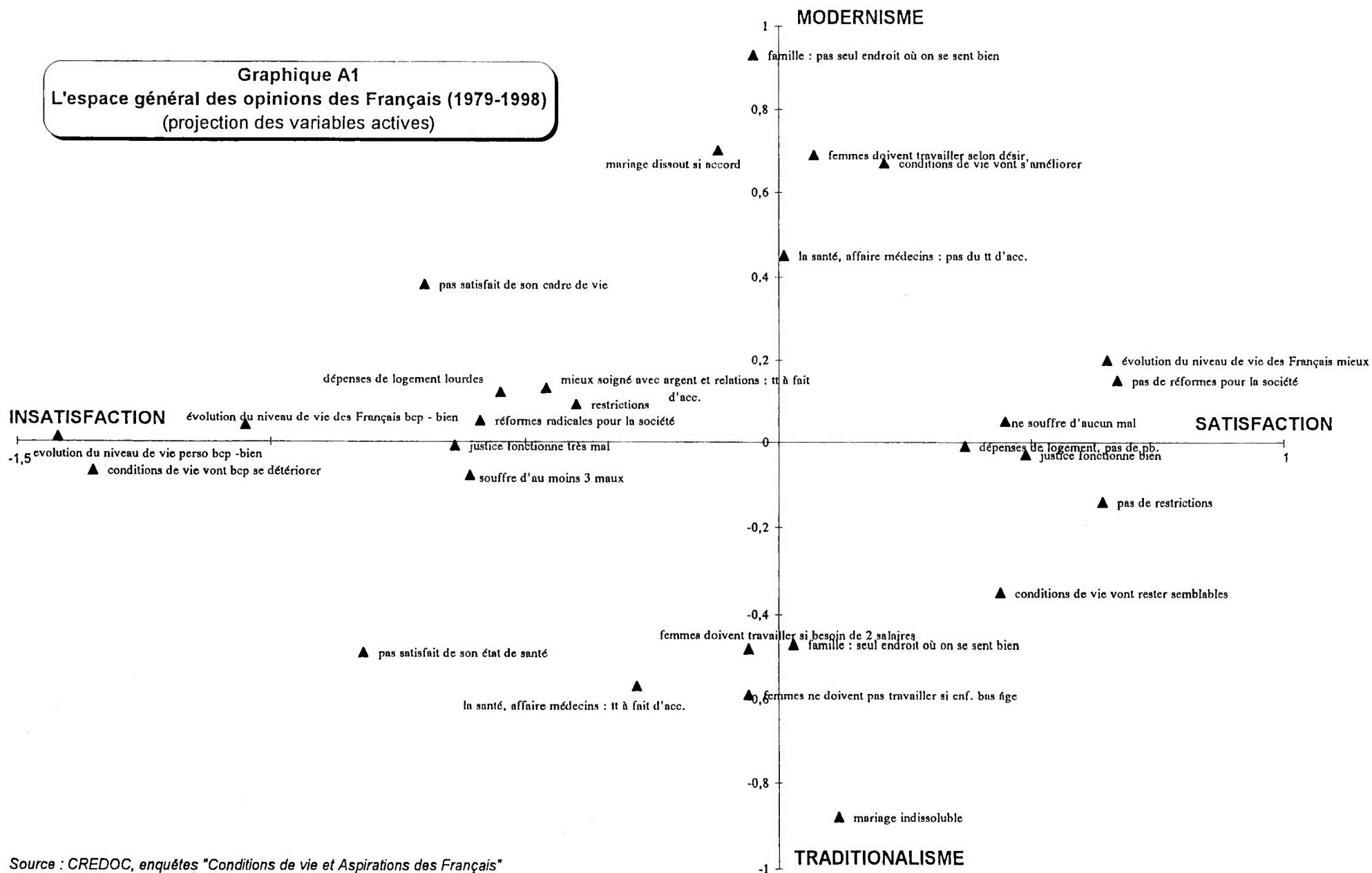
A l'opposé (à droite du graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas souvent que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

### *Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme*

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour simplifier, à l'opposition "modernisme-traditionalisme", se détermine essentiellement à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se trouvent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient travailler quand elles le désirent.

**Graphique A1**  
**L'espace général des opinions des Français (1979-1998)**  
(projection des variables actives)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

A l'inverse, au Sud du graphique, les "traditionalistes" estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou bien qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

## 2. L'évolution, sur vingt ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 1998

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable "année d'enquête" permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (graphique A2).

Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 1998), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par une **insatisfaction croissante** et un **plus grand modernisme**. Mais ce mouvement général a été atteint à la suite de nombreux revirements et inflexions. Sept grandes phases peuvent être grosso-modo décelées sur l'ensemble de la période (graphique A2) :

- 1 - De 1979 à 1982, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.
- 2 - De 1982 à 1985, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.
- 3 - En 1986 et 1987, un recentrage des opinions.
- 4 - En 1988, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.
- 5 - De 1988 à 1990, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.
- 6 - De 1990 à 1994, une croissance continue de l'insatisfaction, allant de pair avec une diminution du modernisme.
- 7 - De 1994 à 1998, une poussée du modernisme, accompagnée d'un niveau élevé d'insatisfaction, même si les débuts 1995 et 1996 ont été marqués par un recul relatif du mécontentement.

**Janvier 1998 se caractérise surtout par une nouvelle progression du modernisme et un léger recul de l'insatisfaction.** Il reste que le mécontentement exprimé en ce début 1998 est plus proche de celui émis en 1997 -niveau record depuis la création du système d'enquêtes-, voire du début 1994, que de celui qui prévalait aux débuts 1995 ou 1996.

Par ailleurs, le degré de modernisme atteint cette année n'avait jamais été aussi élevé depuis janvier 1982, c'est à dire dans les mois ayant suivi l'élection présidentielle de 1981.

**Le recul de l'insatisfaction** apparu cette année répond aux différentes **inflexions contradictoires** qui ont affecté le corps social : d'un côté, un accroissement du désir de transformations radicales de la société et une montée des critiques sur le fonctionnement de la justice<sup>1</sup> ; de l'autre, une amélioration des jugements sur l'évolution du niveau de vie personnel, un recul des opinions négatives sur le niveau de vie de l'ensemble des Français et une diminution du sentiment de restrictions. Il reste que cette accalmie globale, et toute relative, du mécontentement n'a pas uniformément touché tous les groupes de la population : l'insatisfaction a même continué à s'accroître dans des catégories habituellement peu portées à la contestation systématique, telles que par exemple les cadres, les personnes de plus de 65 ans et les diplômés du supérieur.

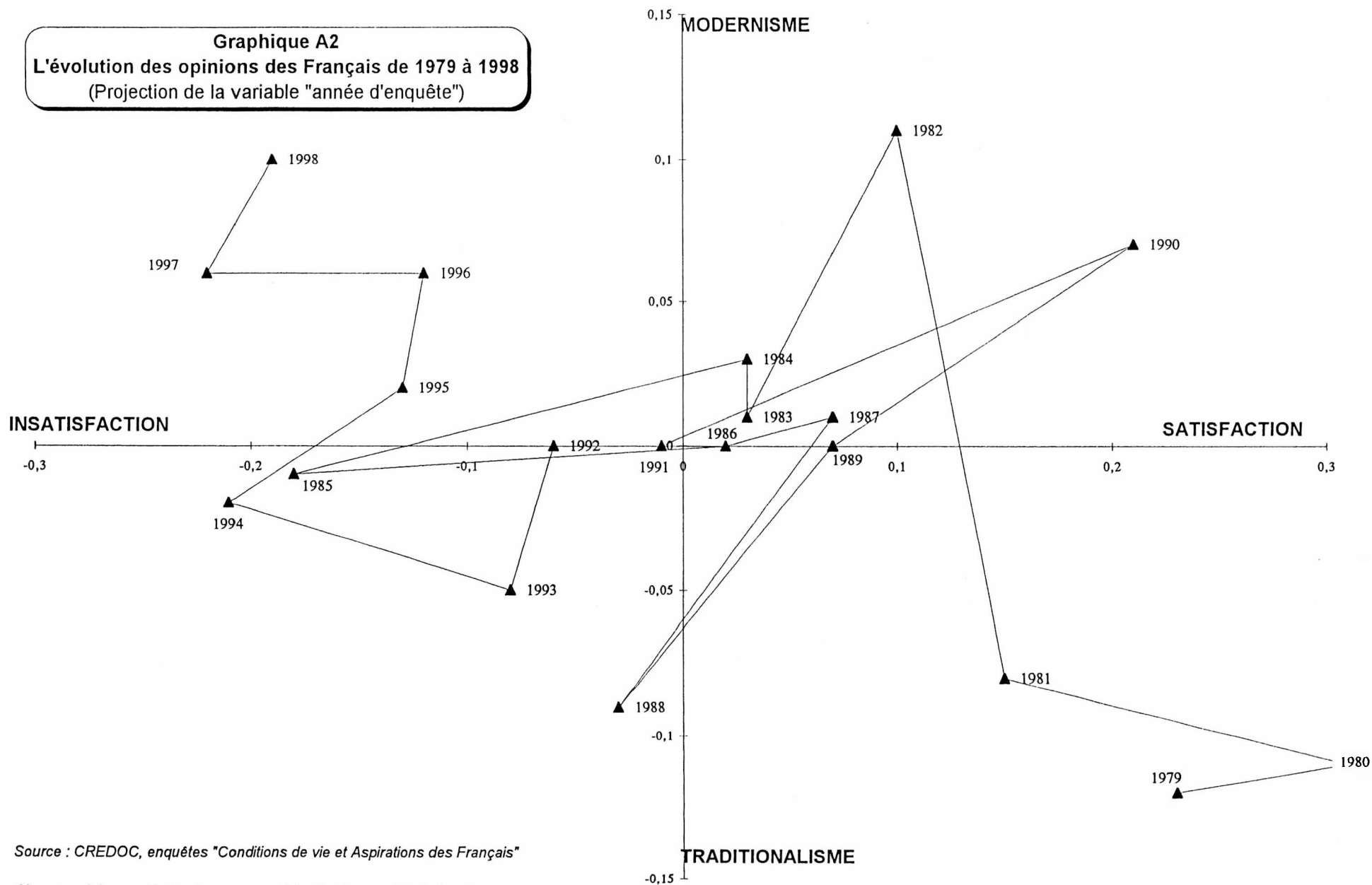
**La poussée vers le modernisme en matière de mœurs**, d'autre part, a été d'autant plus accentuée qu'elle a à la fois affecté les opinions sur la famille et sur le mariage. Elle se retrouve également, mais de façon plus atténuée, dans les jugements portés sur le travail des femmes. Mis à part quelques exceptions notables, le modernisme s'est surtout accru dans les groupes déjà les plus en avance en matière de mœurs. Mais là aussi, des mouvements contradictoires sont apparus : le modernisme a notamment reculé cette année chez les jeunes Parisiens, les femmes au foyer et les habitants de communes rurales.

Les évolutions « moyennes » masquent donc des différences de trajectoires selon les groupes sociaux.

---

<sup>1</sup> « L'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour contruire l'espace des opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

**Graphique A2**  
**L'évolution des opinions des Français de 1979 à 1998**  
(Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

### **3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques**

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population française depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques sur les vingt dernières années.

Quatre critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues entre début 1997 et janvier 1998 : ils concernent l'âge des enquêtés, leur localisation géographique (Paris-province, ruraux-urbains), leur profession-catégorie sociale et leur niveau de diplôme.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les vingt positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici. Pour chaque groupe socio-démographique, nous disposons donc de huit points permettant de suivre son évolution dans l'espace des opinions : 1979-1981, 1982-1984, 1985-1987, 1988-1990, 1991-1993, 1994-1996, 1997, 1998. Ce choix vise à mettre notamment en évidence les fluctuations précises intervenues ces deux dernières années, en début 1997, puis en janvier 1998.

#### ***A - L'insatisfaction progresse chez les plus de 50 ans tandis qu'elle recule dans les groupes plus jeunes (graphique A3).***

D'une manière générale, quel que soit le groupe analysé, on observe que les évolutions de 1979 à 1998 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction/insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme). Cela est, cependant, un peu moins vrai pour les jeunes de moins de 25 ans (graphique A3).

En tout état de cause, on note cette année une montée du modernisme dans toutes les classes d'âge. Par contre, les évolutions n'ont pas toutes été dans le même sens sur l'échelle de l'insatisfaction : le moral des jeunes (les moins de 50 ans) s'est amélioré tandis que celui des individus de plus de 50 ans s'est détérioré.

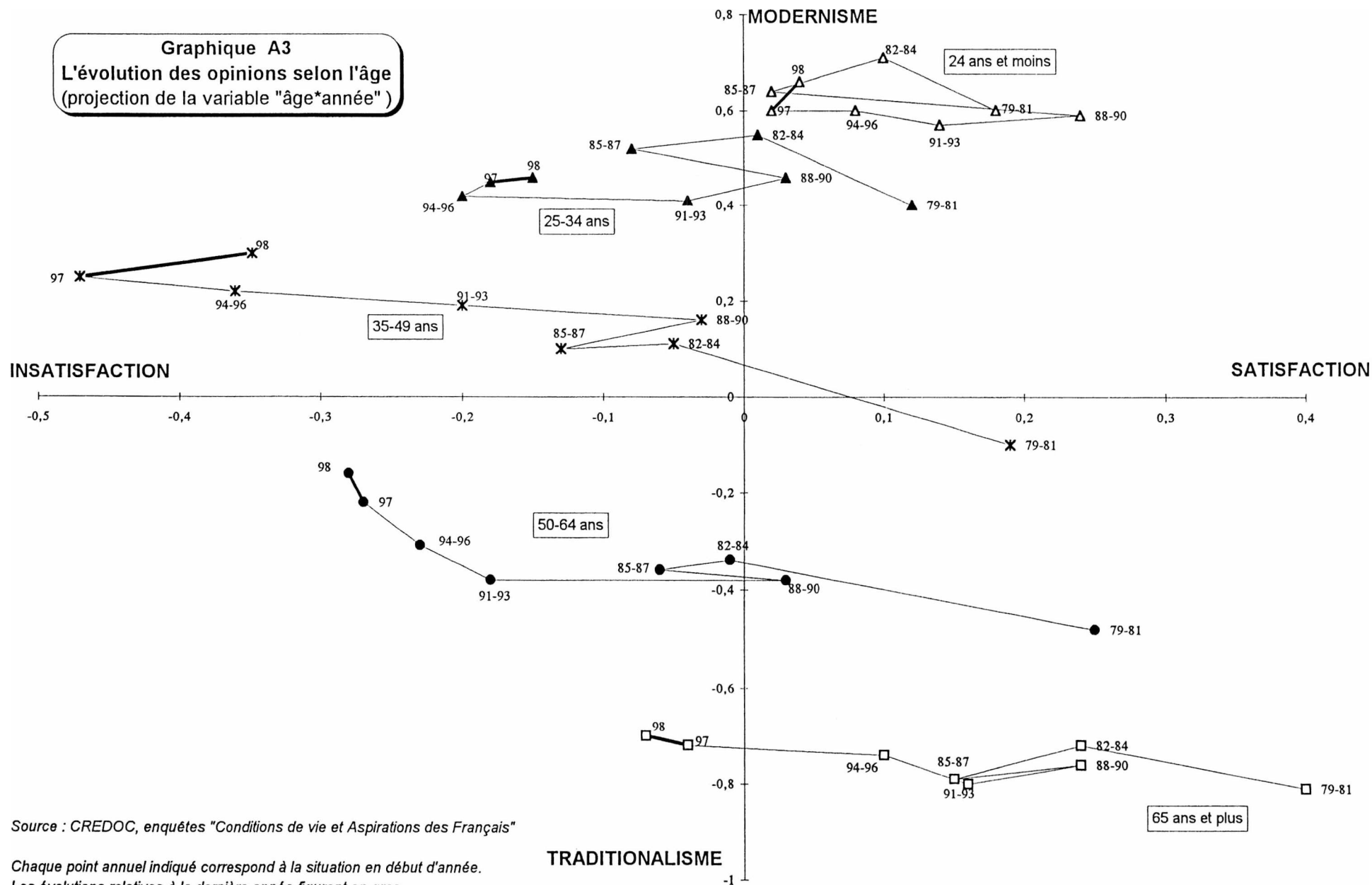
- Evoquons d'abord la **situation des moins de 50 ans**

C'est dans le groupe des personnes de **35 à 49 ans** que le recul de l'insatisfaction a été, cette année, le plus net. Il est vrai que c'était également dans cette catégorie que le mécontentement apparaissait, l'an dernier, et de loin, le plus élevé. Ici, les jugements négatifs sur l'évolution ressentie du niveau de vie personnel ont sensiblement reculé (- 8 points) tandis que la demande de réformes radicales de la société n'a quasiment pas bougé : elle reste au plus haut. C'est ce qui explique que malgré le reflux relatif du mécontentement, le niveau de mal-être atteint dans ce groupe reste encore bien plus élevé que celui qu'on observe dans les autres classes d'âge.

Le recul de l'insatisfaction est quasiment de même ampleur chez les **25-34 ans** et chez les **moins de 25 ans**. Ce reflux est, en vérité, peu marqué mais il permet au jeunes de moins de 25 ans de rester aujourd'hui la seule classe d'âge se projetant encore du côté de la satisfaction, et ce alors même que le radicalisme de ce groupe s'est quand même accru de 5 points cette année. Il est vrai que les moins de 25 ans voient avec plus d'optimisme que l'an dernier l'évolution de leur niveau de vie personnel. Par ailleurs, leur modernisme en matière de mœurs, déjà relativement affirmé, s'est encore accru.

- La situation est moins bien perçue par **les seniors**. Si les personnes de **50-64 ans** connaissent une « ouverture » de leurs jugements en matière de mœurs, surtout à l'égard de la famille (33% considèrent que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu, + 8 points en un an), leur mécontentement s'accroît légèrement. A vrai dire, 80% d'entre eux continuent à estimer que le niveau de vie des Français ne s'améliore pas : les 50-64 ans font aujourd'hui partie des groupes les plus sensibles à l'idée que le climat économique général du pays reste très lourd.

**Graphique A3**  
L'évolution des opinions selon l'âge  
(projection de la variable "âge\*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras



Les **personnes de 65 ans et plus**, quant à elles, continuent leur progression vers l'insatisfaction : elles avaient « basculé » l'an dernier, pour la première fois depuis la création de notre système d'enquêtes, du côté de l'insatisfaction ; elles poursuivent leur cheminement dans le même sens. Il est vrai qu'il s'agit là d'individus qui croient à une légère amélioration, ces derniers mois, du niveau de vie des Français, mais qui estiment en même temps que leur situation personnelle s'est dégradée (augmentation des restrictions ressenties, accroissement du sentiment que leur propre niveau de vie « va moins bien »). Les personnes âgées ont même été touchées, cette année, comme leur cadets de 50-64 ans, par un net accroissement de la demande de réformes radicales de la société.

***B - L'insatisfaction progresse sensiblement chez les Parisiens de plus de 40 ans ; elle recule ailleurs, y compris chez les jeunes Parisiens (graphiques A4 et A5)***

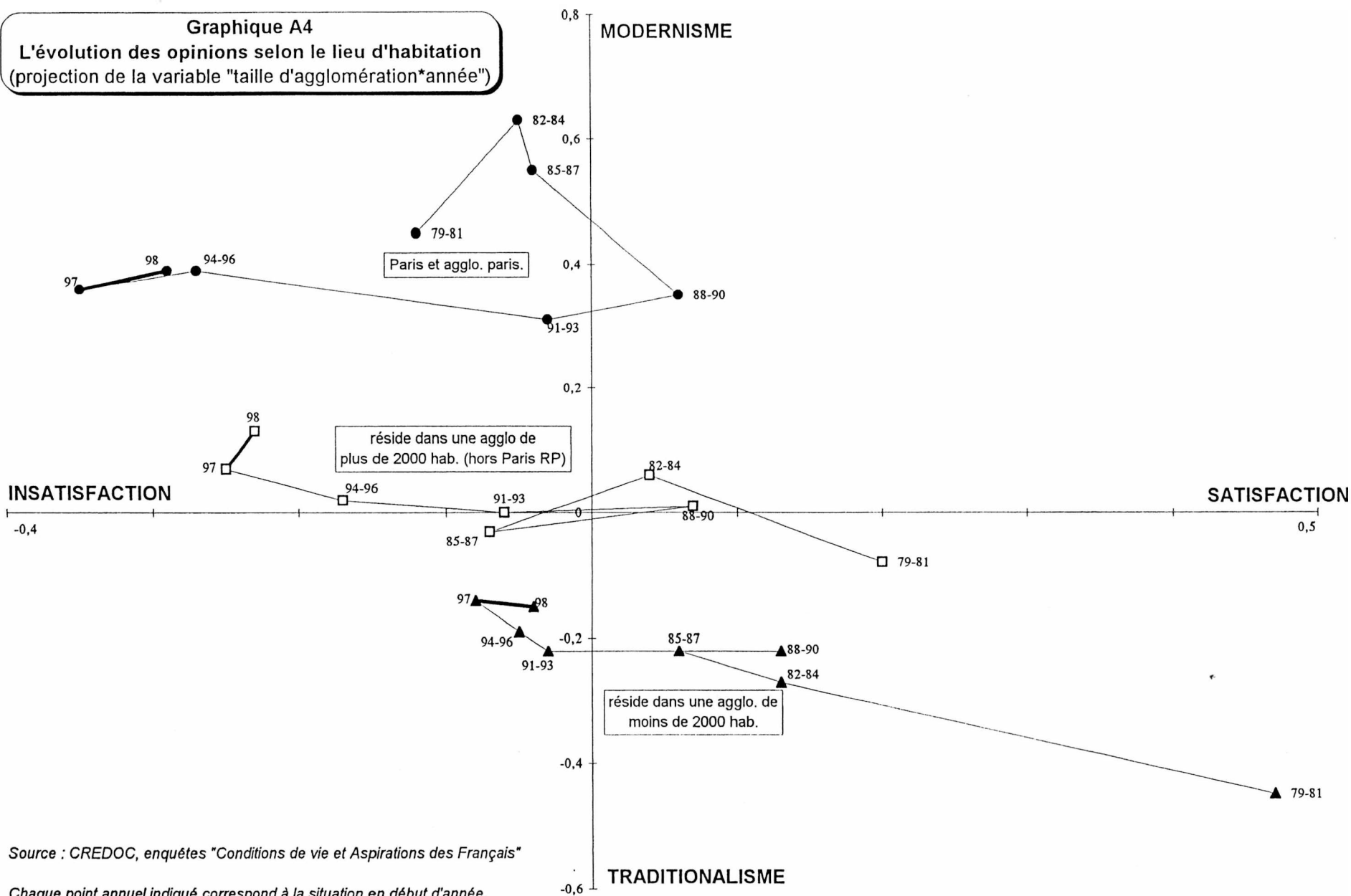
L'observation des évolutions en fonction du lieu d'habitation (graphique A4) met en évidence un mouvement d'ensemble de moindre mécontentement, relativement parallèle pour les Parisiens pris dans leur globalité, et pour les Provinciaux. Des différences apparaissent cependant sur l'échelle du modernisme :

- Chez les **ruraux**, le recul de l'insatisfaction est sensible. Mais il s'est accompagné d'un léger retour vers le traditionalisme.
- Chez les **autres habitants de province**, la diminution du mécontentement est moins marquante que l'accroissement du modernisme.
- Enfin **chez les Parisiens**, le reflux du mal-être est bien plus net que la montée, extrêmement faible, du modernisme.

Mais en vérité, l'analyse globale des fluctuations ayant touché les Franciliens masque **deux évolutions profondément contradictoires** (graphique A5). On observe, en effet, que :

- D'un côté, les **Parisiens de moins de 40 ans connaissent un recul considérable de leur insatisfaction** et subissent une diminution du modernisme. Le recul du mécontentement est là tout à fait spectaculaire : il s'agit du plus fort mouvement en ce sens enregistré cette année. Il est vrai que les jeunes Franciliens constituent la seule catégorie qui pense à la fois, par comparaison avec l'an dernier, que le niveau de vie des Français et son propre niveau de vie se sont sensiblement améliorés

**Graphique A4**  
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation  
(projection de la variable "taille d'agglomération\*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

(respectivement - 11 points et - 10 points en un an dans les jugements négatifs). De plus, le nombre de partisans de réformes radicales s'est réduit, dans ce groupe, de 10 points en un an (contre + 3 points en moyenne).

Le recul du mal-être qui est intervenu ici est aussi fort que la flambée de mécontentement qui s'était révélée, dans cette catégorie, l'an dernier. Cette inflexion s'est également accompagnée d'un recul relatif du modernisme -notamment en matière de travail des femmes-, alors que les jeunes Parisiens ont toujours figuré en bonne place parmi les groupes le plus en « avance » en matière de mœurs. Ils le sont encore, même après ce recul.

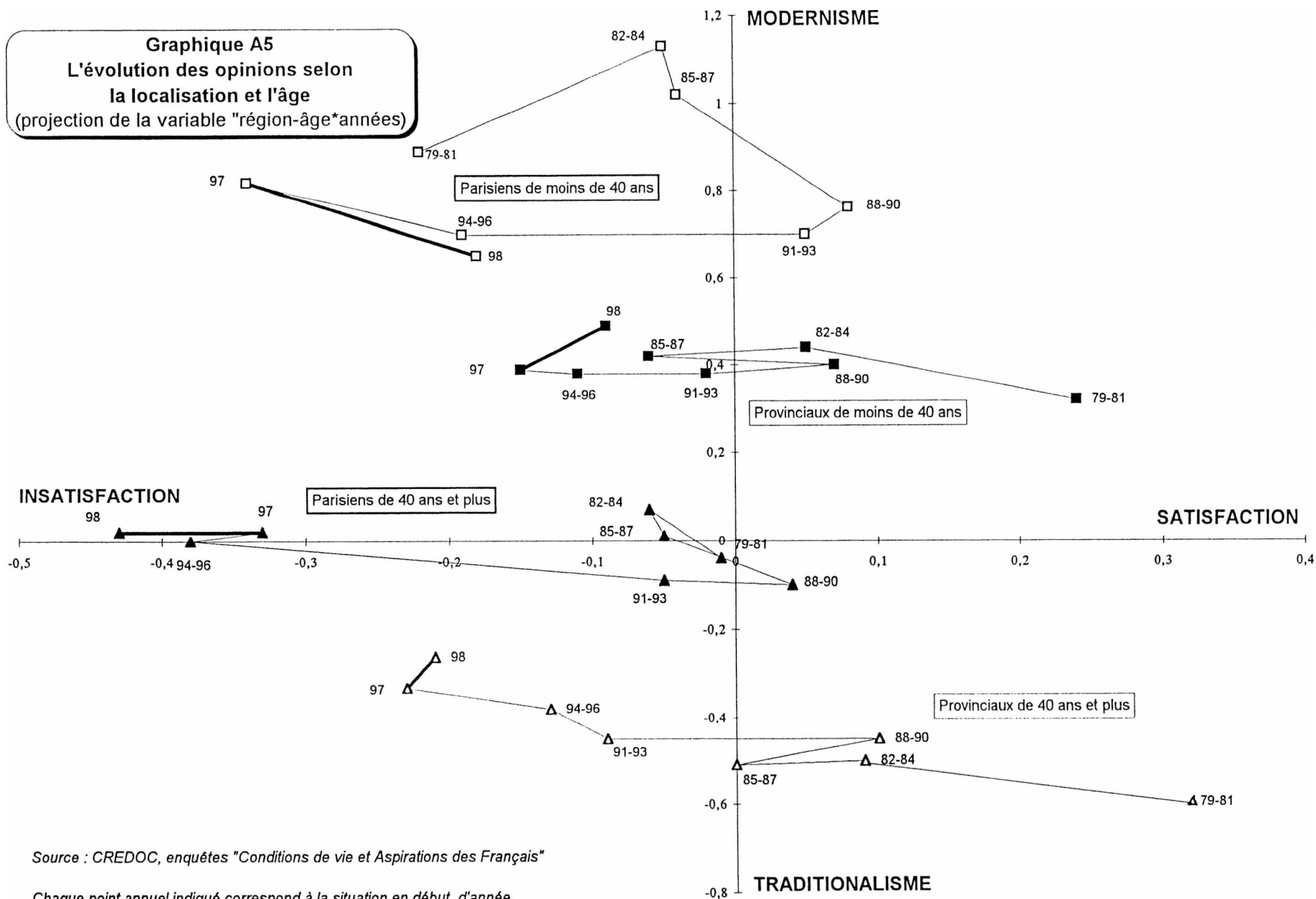
- Par opposition, **un malaise grandissant a touché les Parisiens plus âgés**. Là aussi, l'évolution mise en évidence est très sensible : c'est le groupe dont le mécontentement a évolué le plus vite cette année. Ainsi, 54% des Franciliens ayant au moins la quarantaine, considèrent que leur propre niveau de vie s'est dégradé (contre 41% de la population en moyenne) ; 36% demandent des réformes radicales de la société (+ 7 points en un an) et 74% considèrent que la justice fonctionne mal (+ 7 points en un an). Enfin, 46% (+ 13 points en un an) estiment que la prise en charge des familles défavorisées leur enlève « tout sens des responsabilités ».

Ce malaise accru ne s'est d'ailleurs pas accompagné de la même évolution moderniste que celle qui a touché l'ensemble de la population et, en tout état de cause, qui a affecté tous les habitants de province, qu'ils aient plus de 40 ans ou pas.

De fait, ce sont aujourd'hui les Franciliens de plus de 40 ans **qui occupent la place de tête au palmarès des catégories les plus insatisfaites**, devant les ouvriers et maintenant, très loin devant les Franciliens plus jeunes (graphique A5).

Autres trajectoires intéressantes à suivre : les Provinciaux de moins de 40 ans n'ont jamais été aussi modernistes depuis 1979, tandis que les Parisiens du même âge n'ont jamais été aussi peu « modernistes » que cette année, certes en termes relatifs. En matière de mœurs, les régions sont donc en train de combler leur retard antérieur sur les Parisiens.

**Graphique A5**  
L'évolution des opinions selon  
la localisation et l'âge  
(projection de la variable "région-âge\*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

*C - Les cadres et les femmes au foyer expriment un plus fort mécontentement. Les ouvriers et les employés voient leur moral s'améliorer (graphiques A6 et A6 bis)*

Comme chaque année, on observe d'abord que les différents groupes socio-professionnels se positionnent de manière très distincte dans « l'espace des opinions ». Les cadres, d'abord, puis les employés sont les plus modernistes. Les retraités sont les plus traditionalistes.

Il reste que l'analyse des variations intervenues entre le début 1997 et janvier 1998 met en évidence **une série d'évolutions contradictoires**, internes au corps social :

- \* Le modernisme s'accroît chez les travailleurs indépendants, les cadres, les retraités et les ouvriers, tandis qu'il recule chez les femmes au foyer.
- \* L'insatisfaction augmente chez les cadres et les femmes au foyer ; elle recule chez les employés, les ouvriers, les travailleurs indépendants, voire, très légèrement, chez les retraités.

Observons les plus importants de ces mouvements (graphique A6) :

- C'est chez les **employés** et les **ouvriers** que le recul du mal-être est, en termes relatifs, le plus fort.

Pour les **employés**, ce reflux est d'autant plus sensible qu'il se produit pour la deuxième année consécutive. Certes, les employés sont toujours inquiets (à 80%) du chômage, pour eux-mêmes ou leurs proches, mais seulement 24% pensent que leurs conditions de vie vont se détériorer dans les cinq ans (alors que c'est le cas de 31% des cadres, 37% des retraités et 30% de l'ensemble de la population en moyenne). Cet optimisme personnel va de pair avec la confirmation, cette année, de la baisse globale de leurs inquiétudes, intervenue l'an dernier.

L'amélioration du moral des **ouvriers** est marquante : elle intervient pour la première fois depuis 1990. Ce groupe figure cependant toujours au palmarès des catégories les plus insatisfaites : 45% de ses membres souhaitent des transformations radicales de la société, 72% s'imposent des restrictions régulières, 75% estiment que la justice fonctionne mal. Mais leurs jugements négatifs sur l'évolution de leur niveau de vie ont reculé (- 6 points en un an), de même que leur conception pessimiste de leurs conditions de vie à venir (- 4 points dans les jugements négatifs).

- Les **cadres** et, surtout, les **femmes au foyer** sont les deux catégories sociales pour lesquelles le mécontentement s'est le plus accru dans l'année.

La dégradation du moral des **cadres** se poursuit ; certes, cette évolution est moins forte que celle qui les avait touchés l'an dernier mais elle est, sur certains sujets, très significative : contestation accrue de la justice (+ 14 points de critiques sur son fonctionnement), interrogations sur le système social, préoccupations plus élevées en matière d'insécurité. Leur modernisme s'est par contre sensiblement affirmé.

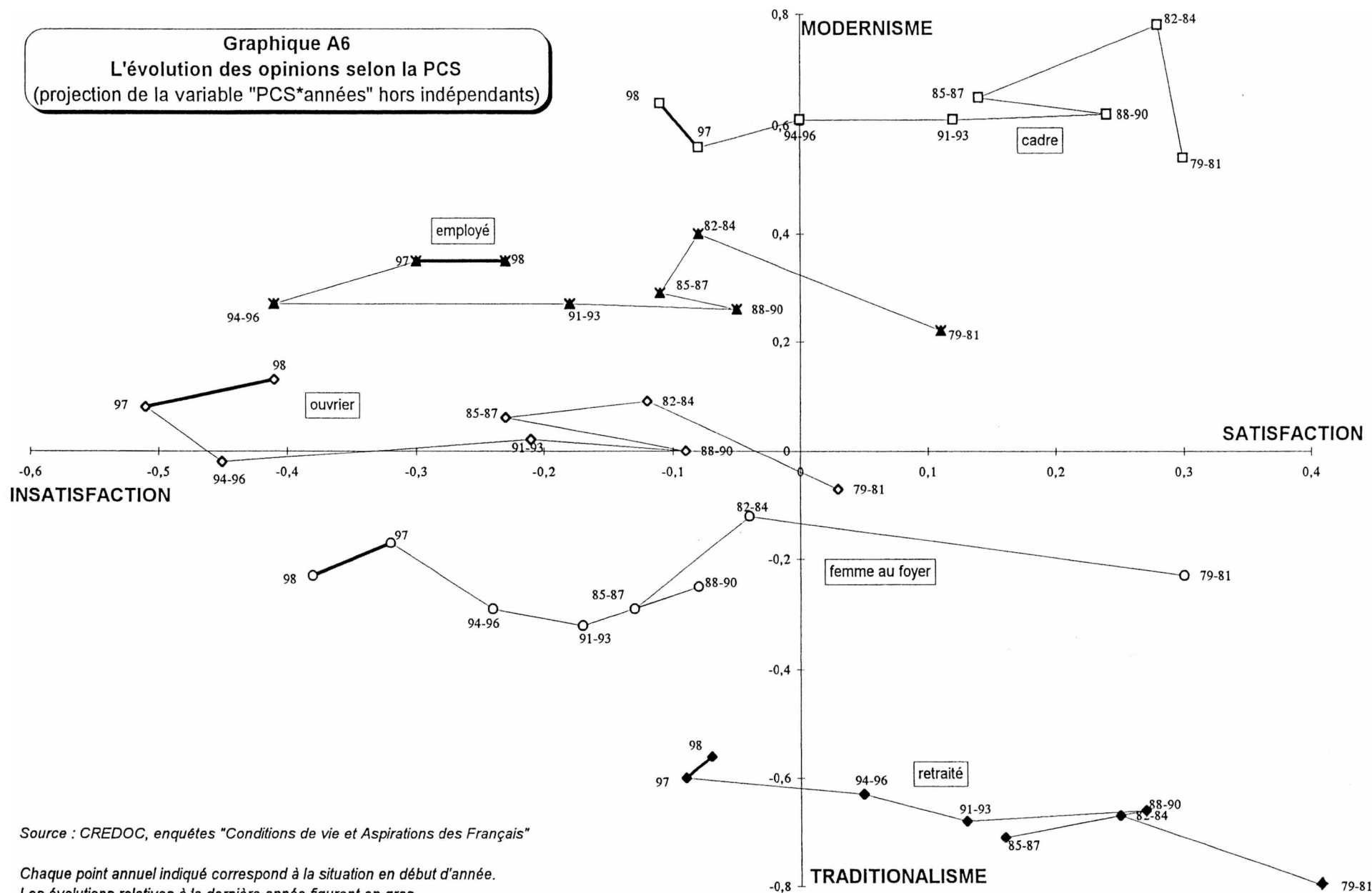
Le malaise des **femmes au foyer** est tel qu'elles se situent, cette année, quasiment au même niveau que les ouvriers sur l'échelle de l'insatisfaction. Ce n'est pas tant qu'elles ne ressentent pas un mieux relatif en ce qui concerne leur propre niveau de vie, mais elles figurent parmi les plus pessimistes en ce qui concerne la situation globale du pays et elles affichent un mal-être certain : 37% sont inquiètes (+ 7 points en un an) et 40% souhaitent des réformes radicales de la société (+ 9 points en un an).

- Les **travailleurs indépendants**, quant à eux<sup>1</sup>, ont surtout connu cette année un accroissement de leur modernisme (plus fort mouvement annuel dans cette direction), cette « ouverture » ayant touché à la fois leurs jugements sur la possibilité de dissoudre le mariage (+ 15 points), mais aussi leur conception de la famille ou du travail des femmes. Leur moral s'est également légèrement amélioré. Mais cette inflexion positive réside plus dans les jugements qu'ils formulent sur leur propre niveau de vie (il va mieux pour 29% d'entre eux, + 6 points en un an) que dans les opinions qu'ils expriment sur l'état du pays : 70% pensent que le nombre de chômeurs va encore continuer à augmenter (contre 64% en moyenne), 83% estiment que la justice fonctionne mal (contre 72% en moyenne). Les opinions des travailleurs indépendants, tiraillés entre perceptions individuelles plus optimistes et perceptions collectives encore très sombres, sont tout à fait révélatrices des contradictions qui affectent cette année une bonne partie de la société.
- Enfin, les **retraités** n'ont guère connu cette année de profondes modifications dans l'espace des opinions (léger recul de l'insatisfaction, léger accroissement du modernisme). En tout état de cause, cette année confirme bien l'inflexion très

---

<sup>1</sup> Sous cette rubrique, figurent les exploitants agricoles, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprises (les professions libérales n'y figurent pas). La projection de ce groupe dans l'espace des opinions figure au graphique A6 bis. Ce choix a été fait pour améliorer la lisibilité et éviter les chevauchements avec d'autres trajectoires .

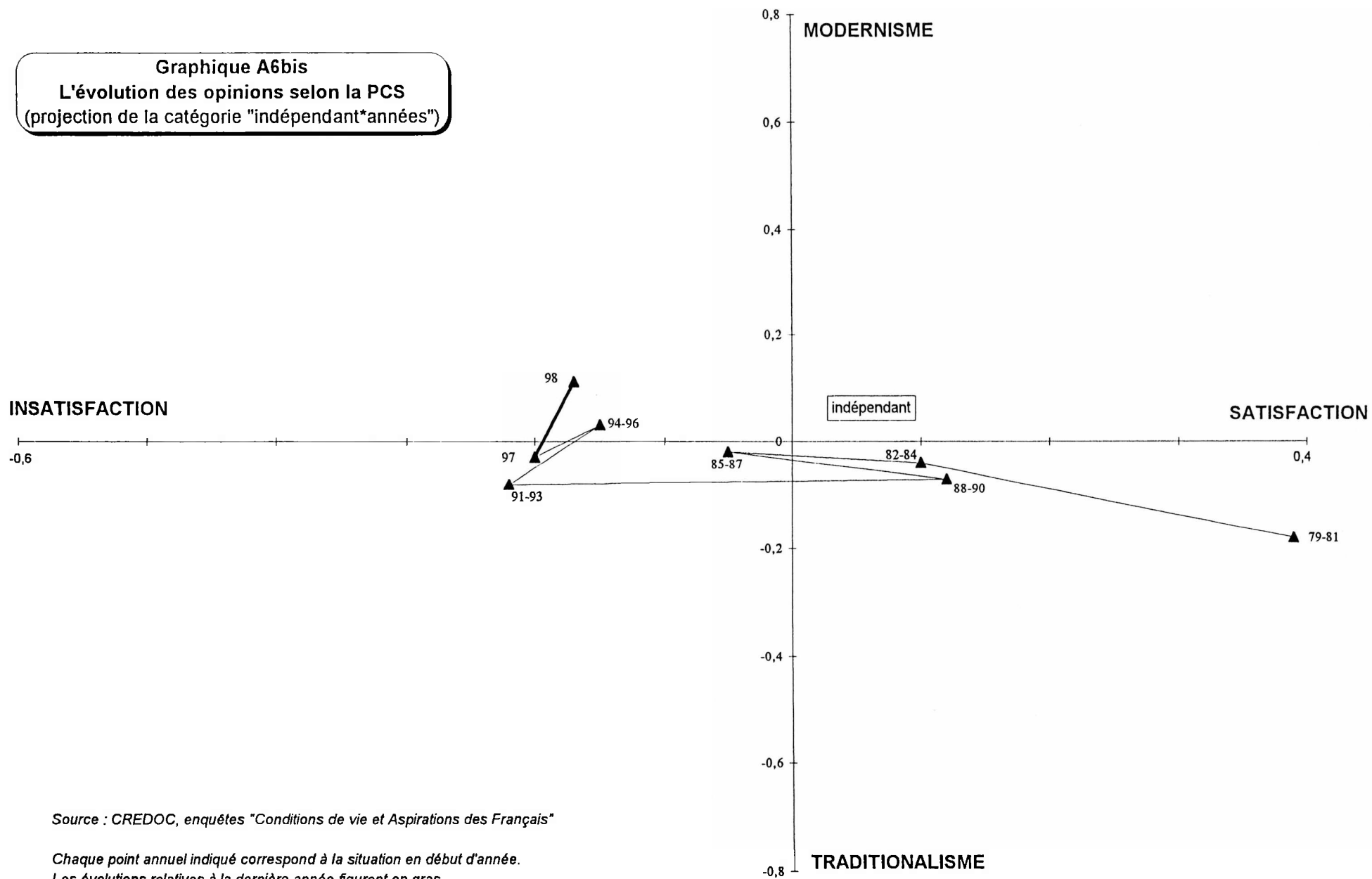
**Graphique A6**  
**L'évolution des opinions selon la PCS**  
(projection de la variable "PCS\*années" hors indépendants)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

**Graphique A6bis**  
**L'évolution des opinions selon la PCS**  
 (projection de la catégorie "indépendant\*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.



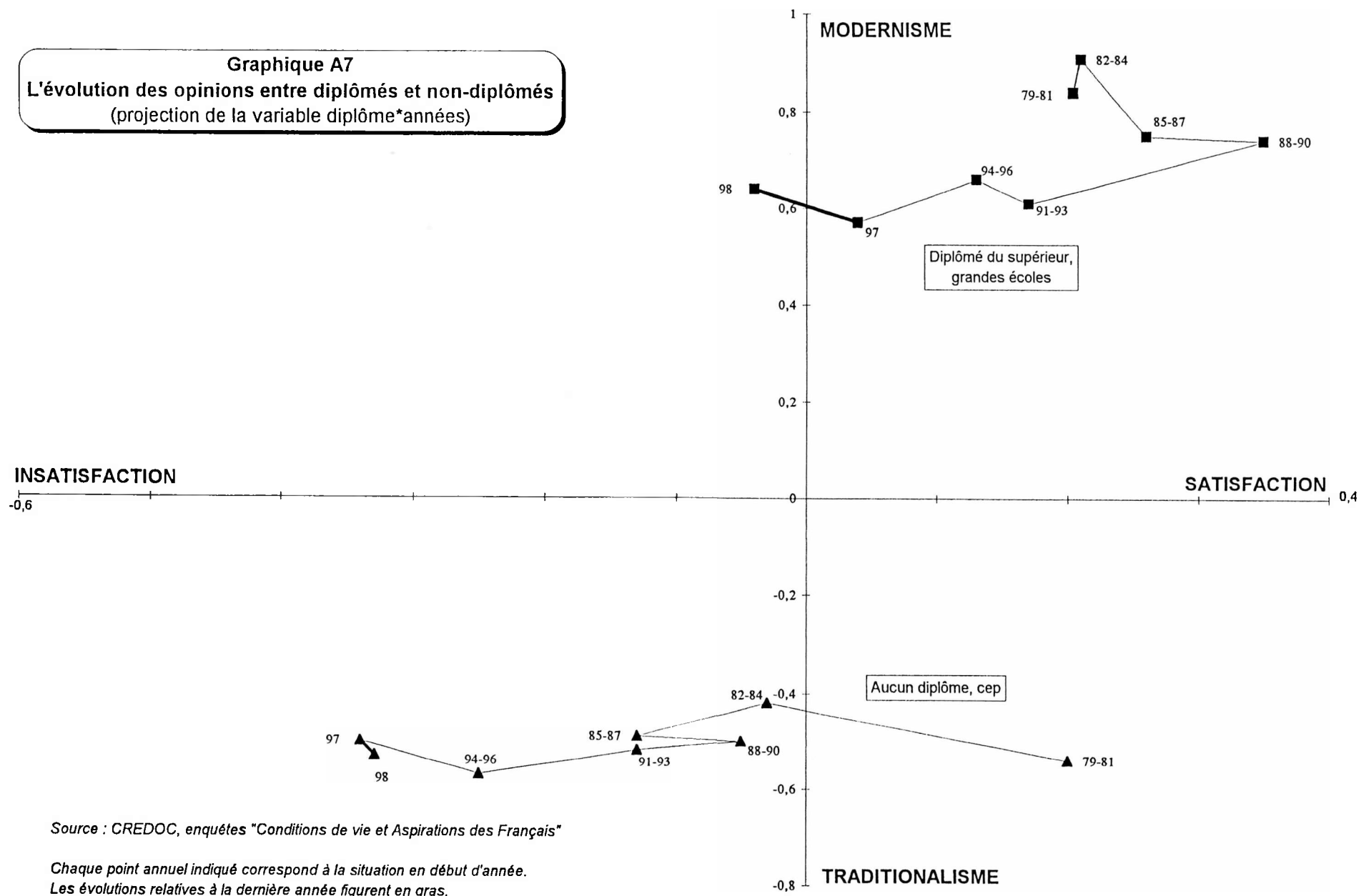
significative qui avait touché ce groupe au début 1997 : pour la première fois depuis 1979, ils étaient passés de la « tranquillité satisfaite » au « mal-être exigeant ». Leurs opinions de janvier 1998 confirment à la fois **cette exigence** (33% des retraités souhaitent maintenant des réformes radicales de la société, + 5 points en un an) et ce **pessimisme** relatif (37% pensent que leurs conditions de vie vont se détériorer dans les cinq prochaines années, contre 30% en moyenne).

***D - Pour la première fois depuis 20 ans, les diplômés du supérieur se projettent du côté de l'insatisfaction (graphique A7).***

Enfin, la comparaison des catégories situées au plus haut et au plus bas de l'échelle des diplômes permet de mettre en évidence une inflexion importante : alors que les non-diplômés ont, dans leur ensemble, peu évolué entre 1997 et 1998 (plus de traditionalisme, léger recul de l'insatisfaction), une autre catégorie plutôt privilégiée passe cette année, dans l'espace des opinions, d'une attitude globalement satisfaite à l'expression d'un certain mécontentement (projection à gauche de l'espace) : **les diplômés du supérieur** connaissent en effet un fort accroissement de leurs critiques sur le fonctionnement de la justice (+ 15 points en un an, contre + 6 points en moyenne), des interrogations sur le système social (69% préconisent l'aide en nature pour les familles, + 12 points en un an) et une montée de leurs préoccupations en matière de violence et d'insécurité. 32% d'entre eux souhaitent maintenant des réformes radicales de la société (+ 8 points en un an). Le mouvement vers l'insatisfaction qui les a touchés depuis 1996 est particulièrement net (graphique A7), signe d'une incompréhension grandissante -et d'un mécontentement accru- face à l'évolution de la société.

\* \* \*  
\*

**Graphique A7**  
**L'évolution des opinions entre diplômés et non-diplômés**  
(projection de la variable diplôme\*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, quatre conclusions principales s'en dégagent :

- Les groupes ayant connu, entre début 1997 et janvier 1998, **la progression la plus sensible de l'insatisfaction** sont les suivants, dans l'ordre<sup>1</sup> :

1. Les Parisiens de plus de 40 ans.
2. Les diplômés du supérieur.
3. Les femmes au foyer.

Mais cela concerne aussi les chômeurs et les titulaires de bas revenus.

- Les groupes ayant connu **la plus forte diminution de leur insatisfaction** sont, dans l'ordre<sup>1</sup> :

1. Les Parisiens de moins de 40 ans.
2. Les 35 - 49 ans.
3. Les ouvriers.

- En définitive, les groupes situés aujourd'hui **au plus haut du point de vue du mécontentement** sont<sup>1</sup> :

1. Les titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F. mensuels) et les chômeurs.
2. Les Parisiens de plus de 40 ans.
3. Les ouvriers, talonnés par les femmes au foyer.

- Enfin, **la poussée du modernisme** intervenue dans l'année a été la plus marquante, dans l'ordre<sup>2</sup>, pour :

1. Les travailleurs indépendants.
2. Les titulaires de revenus élevés.
3. Les Provinciaux de moins de 40 ans.

Cette énumération traduit bien le côtoiement **d'inflexions contradictoires** qui a affecté la société française en un an.

---

<sup>1</sup> Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'espace des opinions.

<sup>2</sup> Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe du modernisme/traditionalisme de l'espace des opinions.

### Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

